

# Cadre d'allocation des ressources du FAD-14

Document de travail

---

Deuxième réunion de reconstitution des ressources du FAD-14  
30 Juin –01 juillet 2016  
Abidjan (Côte d'Ivoire)



**FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT**

## Résumé analytique

Ce document présente le cadre d'allocation des ressources de la Quatorzième reconstitution générale du Fonds africain de développement (FAD-14).

Le cadre actuel d'allocation des ressources a bien fonctionné et ses réformes ont été efficacement mises en œuvre au cours de la période de la Treizième reconstitution générale du Fonds africain de développement (FAD-13). La Direction demeure déterminée à affecter la majorité des ressources du FAD à travers le système d'allocation basée sur la performance (ABP), qui a fait ses preuves depuis son adoption en 1999 en tant que mécanisme efficace pour assurer plus de ressources aux pays les plus performants. Cependant, pour le FAD-14, La Direction estime qu'il est nécessaire de renforcer le cadre actuel pour mieux répondre aux caractéristiques institutionnelles du Fonds et aux besoins de ses clients. Les propositions qui suivent s'inscrivent dans cette optique :

- La Direction propose d'entreprendre le processus de l'Évaluation des politiques et institutions des pays (EPIP) tous les deux ans à compter du FAD-14. Ceci permettra de disposer d'un temps suffisant pour tirer des enseignements de chaque évaluation et de renforcer le dialogue sur les politiques qui en résulte. Cette proposition prend aussi en considération la fréquence des réformes institutionnelles et juridiques dans les différents pays africains qui, très souvent, sont mises en œuvre dans un délai d'au moins deux ans.
- La Direction recommande de conserver l'évaluation qualitative flexible de l'éligibilité pour la Facilité d'appui à la transition (FAT) durant le cycle du FAD-14, comme cela est indiqué dans le document intitulé « *Rôle du FAD-14 dans l'appui aux situations de fragilité* ». Ceci se traduira par une amélioration de l'engagement de la Banque dans les situations de fragilité. La Direction propose aussi d'augmenter la réserve non affectée du Pilier I de la FAT, de 10 % à 15 %. Elle propose par ailleurs d'affecter, à partir des ressources du FAD-14, 20 millions d'UC et 60 millions d'UC au Pilier II et au Pilier III, respectivement. La Direction estime à 614,05 millions d'UC le volume des ressources du FAD-14 requises pour les trois piliers de la FAT.
- La Direction propose de maintenir la réserve actuelle de 21 % pour l'enveloppe des Opérations régionales (OR). L'expérience du FAD-13 montre que non seulement les deux tiers des projets présentés finissent par être différés, mais que les pays ont tendance à donner la priorité aux projets nationaux au détriment des projets régionaux. La Direction propose en conséquence de diminuer le plafond du ratio multiplicateur pour la contribution de l'enveloppe des OR à un niveau maximum de 1:1.5 pour les pays éligibles à la FAT et de 1:1 pour les autres pays—ce qui permettra de réduire le nombre de projets différés.
- La Direction recommande l'allocation d'une contribution supplémentaire de 200 millions d'UC à partir des ressources du FAD-14 à la Facilité de rehaussement de crédit en faveur du secteur privé (FSP) comme cela est détaillé séparément dans le document intitulé « *Rôle du FAD dans le développement du secteur privé* ». Ceci maintiendra la dynamique de cette facilité à l'appui des opérations non souveraines du Groupe de la Banque dans les segments mal desservis dans les pays éligibles au FAD.
- La Direction recommande de maintenir telle quelle la formule ABP actuelle.

Enfin, ce document présente la part de l'enveloppe ABP et les différentes enveloppes mises en réserve dans le cadre de quatre scénarios de reconstitution présentés séparément dans le document intitulé « *Cadre de financement du FAD-14* ». Ces scénarios prennent en compte l'incidence des prêts concessionnels des donateurs (PCD) et des prêts relais présentés dans le document intitulé « *Innovations en matière de financement dans le cadre du FAD-14* ». Dans le cadre de ces scénarios, le pourcentage des ressources affectées directement ou indirectement en fonction du système ABP

restera à environ 90 %, comme cela a été le cas pour le FAD-12 et le FAD-13. Dans ces propositions, la performance restera le principal facteur déterminant de l'allocation des ressources du FAD-14.

## Table des matières

|  |           |
|--|-----------|
| <b>1. Introduction .....</b>   | <b>1</b>  |
| <b>2. Le point sur la mise en œuvre de l'allocation des ressources du FAD-13.....</b>  | <b>1</b>  |
| Éligibilité au FAD et enveloppes de ressources .....   | 1         |
| Ressources globales du FAD-13 .....  | 1         |
| Réformes et innovations du FAD-13.....   | 2         |
| Allocations liées à la performance au titre du FAD-13 .....  | 6         |
| <b>3. Modifications proposées au Cadre d'allocation des ressources du FAD-14 .....</b>   | <b>7</b>  |
| Propositions concernant le Cadre ABP .....   | 7         |
| Propositions concernant la FAT .....   | 8         |
| Propositions concernant l'enveloppe des OR.....  | 10        |
| Propositions concernant la FSP .....   | 11        |
| <b>4. Scénarios d'allocation des ressources du FAD-14.....</b>   | <b>11</b> |
| Méthodologie d'allocation .....  | 11        |
| Scénarios d'allocation proposés .....  | 12        |
| <b>5. Recommandations.....</b>   | <b>13</b> |
| <b>Annexe I : Classification des pays éligibles aux ressources du FAD .....</b>  | <b>14</b> |
| <b>Annex I: Mise en œuvre et principaux résultats des ajustements de l'ABP du FAD-13 .....</b>                                       | <b>16</b> |
| <b>Annexe II : Les instruments de garantie du FAD .....</b>  | <b>19</b> |
| <b>Annex II: Prise en compte de la fragilité dans le système ABP .....</b>   | <b>22</b> |
| <b>Annexe III : PMR figurant dans la liste harmonisée des situations de fragilité établie par les BMD pour l'exercice 2016 .....</b> | <b>25</b> |
| <b>Annexe III : Critères d'éligibilité à deux étapes du Pilier I de la FAT .....</b>   | <b>26</b> |
| <b>Annexe III : Allocation des ressources du Pilier I du FAD-14 .....</b>  | <b>27</b> |

## Tableaux

|  |    |
|--|----|
| Table 1: Ressources du FAD-13 et utilisation au 17 mai 2016 (millions d'UC) .....                          | 2  |
| Table 2: Allocations du Pilier I de la FAT et allocations totales au titre du FAD-13 (millions d'UC) ..... | 5  |
| Table 3: Éligibilité préliminaire au Pilier I du FAD-14 selon les deux niveaux de critères .....           | 9  |
| Table 4: Allocation estimative des ressources du FAD-14 à la FAT (millions d'UC) .....                     | 10 |
| Table 5: Allocation des ressources du FAD-14 .....   | 12 |

## Figures

|   |    |
|---|----|
| Figure 1: Part des allocations liées au système ABP au titre des FAD-11, 12 et 13 (pourcentage).....  | 7  |
| Figure 2: Calendrier proposé pour les prochains processus d'allocation des ressources du FAD .....    | 8  |
| Figure 3: Part estimative des allocations liées au système ABP au titre du FAD-14 (pourcentage) ..... | 13 |

## Encadrés

|  |   |
|--|---|
| Encadré 1 : Cadre de classement des opérations régionales par ordre de priorité..... | 4 |
|--|---|

## Abréviations

|        |  |
|--------|--|
| CEA    | Capacité d'engagement anticipé                                       |
| FAD    | Fonds africain de développement                                      |
| FAD-11 | Onzième reconstitution générale du Fonds africain de développement   |
| FAD-12 | Douzième reconstitution générale du Fonds africain de développement  |
| FAD-13 | Treizième reconstitution générale du Fonds africain de développement |
| BAD    | Banque africaine de développement                                    |
| AIDI   | Indice de développement des infrastructures en Afrique               |
| AIKP   | Programme de connaissance de l'infrastructure en Afrique             |
| EPP    | Évaluation de la performance pays                                    |
| EPIP   | Évaluation des politiques et institutions des pays                   |
| RNB    | Revenu national brut   |
| RNBpc  | Revenu national brut par habitant                                    |
| BMD    | Banque multilatérale de développement                                |
| RMP    | Revue à mi-parcours  |
| ABP    | Allocation basée sur la performance                                  |
| GPC    | Garantie partielle de crédit   |
| PIDA   | Programme de développement des infrastructures en Afrique            |
| EPP    | Évaluation de la performance du portefeuille                         |
| PPP    | Partenariat public-privé   |
| GPR    | Garantie partielle de risque   |
| FSP    | Facilité de rehaussement de crédit en faveur du secteur privé        |
| PSIR   | Politique et stratégie d'intégration régionale                       |
| PMR    | Pays membre régional   |
| OR     | Opération régionale  |
| BPR    | Bien public régional   |
| FAT    | Facilité d'appui à la transition                                     |
| UC     | Unité de compte  |
| USD    | Dollar des États-Unis  |
| BM     | Banque mondiale  |

## 1. Introduction

1.1. Le présent document fait le point sur l'allocation et l'emploi des ressources du FAD-13. Il présente aussi les propositions de la Direction visant à affiner le cadre d'allocation du FAD-14. Les propositions évaluent le système d'allocation basée sur la performance (ABP), l'enveloppe des opérations régionales (OR) et la Facilité d'appui à la transition (FAT). La Direction formule également des recommandations en vue de rationaliser le processus d'Évaluation des politiques et institutions des pays (EPIP).

1.2. Le présent document s'articule comme suit. La Section 2 fait le point sur la mise en œuvre du cadre d'allocation des ressources du FAD-13. Elle met en évidence les principales dispositions institutionnelles concernant les différentes réformes convenues avec les Plénipotentiaires dans le cadre des négociations du FAD-13. La Section 3 présente plusieurs propositions au titre du FAD-14 pour le système d'ABP, la FAT, l'enveloppe des OR et la Facilité de rehaussement de crédit en faveur du secteur privé (FSP). La Section 4 présente différents scénarios d'allocation des ressources du FAD-14 intégrant ces propositions. La Section 5 présente la conclusion et formule les recommandations à l'intention des Plénipotentiaires.

## 2. Le point sur la mise en œuvre de l'allocation des ressources du FAD-13

### Éligibilité au FAD et enveloppes de ressources

2.1. L'éligibilité pour le FAD est déterminée par le revenu national brut par habitant (RNBph) d'un pays et sa solvabilité. Dans le cadre du FAD-13, 40 pays étaient éligibles aux ressources du FAD en 2014 et 2015. Au cours de ces deux années, le Cameroun et la Zambie étaient à financement mixte (catégorie B) et la République du Congo, le Nigeria et le Cap-Vert étaient en transition vers le reclassement au guichet BAD (catégorie C). En 2016, après la fin des périodes de transition de la République du Congo (2 ans) et du Cap-Vert (5 ans), 38 pays restaient éligibles aux ressources du FAD, notamment le Kenya en tant que pays à financement mixte nouvellement reclassé (en plus du Cameroun et de la Zambie) (Annexe I).

### Ressources globales du FAD-13

2.2. Le cadre d'allocation des ressources du FAD-13 est constitué de quatre enveloppes :

- (i) ***L'enveloppe des opérations régionales (OR)*** finance les opérations régionales. Depuis sa mise en place, sa taille est un pourcentage du total des ressources affectables du FAD. Cette proportion a été augmentée à 21 % dans le cadre du FAD-13 ;
- (ii) ***Ressources supplémentaires affectées aux pays en transition et sortant d'une situation de conflit par le biais des trois piliers de la Facilité d'appui à la transition (FAT)***. Le Pilier I accorde un financement supplémentaire à 17 pays en proie à la fragilité et remplissant les critères d'éligibilité. Le Pilier II finance l'apurement des arriérés. Le Pilier III finance l'assistance technique et le renforcement des capacités pour l'ensemble des 18 pays ;
- (iii) ***La Facilité de rehaussement de crédit en faveur du secteur privé (FSP)*** fournit des garanties pour les opérations du secteur privé de la BAD dans les pays éligibles au FAD ; et
- (iv) ***Allocations nationales pour tous les pays éligibles au FAD déterminées par le système des allocations basées sur la performance (ABP)***.

À l'issue des négociations sur la reconstitution du FAD-13, les ressources attendues se chiffraient à 5 372,79 millions d'UC. Les ressources disponibles issues des engagements – y compris les ressources générées en interne et les paiements issus des souscriptions des bailleurs de fonds – se chiffraient à 5 320,06 millions d'UC au 17 mai 2016. De ce total, un montant de 3 302,61 millions d'UC (62 %) a été engagé comme suit :

- 1 904,8 millions d'UC (64 %) en faveur de 68 projets nationaux sur la base de l'ABP ;
- 879,78 millions d'UC (84 %) pour 25 opérations régionales (sur 39 retenues en priorité) au titre de l'enveloppe des OR ;
- 416,79 millions d'UC (71 %) pour financer 35 projets relevant du Pilier I ; et
- 40,04 millions d'UC consacrés à des appuis ciblés au titre du Pilier III.

Le Tableau 1 donne un aperçu des ressources du FAD-13 au 17 mai 2016.

**Tableau 1 : Ressources du FAD-13 et utilisation au 17 mai 2016 (millions d'UC)**

|  | Ressources attendues du FAD-13 <sup>1</sup> | Ressources disponibles pour engagement | Ressources engagées <sup>2</sup> | Solde           |
|--|---|--|----------------------------------|-----------------|
| Ressources des allocations basées sur la performance | 3 108,55                                    | 2 975,96                               | 1 905,80                         | 1 070,16        |
| Enveloppe des opérations régionales                  | 1 046,10                                    | 1 046,10                               | 879,78                           | 166,32          |
| Facilité d'appui à la transition                     | 661,80                                      | 1 048,00                               | 457,16                           | 590,84          |
| <i>Pilier I : financement supplémentaire</i>         | <i>571,80</i>                               | <i>590,88</i>                          | <i>416,79</i>                    | <i>174,09</i>   |
| <i>Pilier II : apurement d'arriérés</i>              | <i>30,00</i>                                | <i>392,62</i>                          | <i>0,33</i>                      | <i>392,29</i>   |
| <i>Pilier III : appui ciblé</i>                      | <i>60,00</i>                                | <i>64,50</i>                           | <i>40,04</i>                     | <i>24,46</i>    |
| Garantie partielle de risque                         | -   | 109,31                                 | -                                | 109,31          |
| Garantie partielle de crédit                         | -   | 21,72                                  | -                                | 21,72           |
| Facilité de financement de la préparation de projets | -   | 14,51                                  | 5,181                            | 9,32            |
| Facilité en faveur du secteur privé                  | 165,00                                      | 165,00                                 | 54,69                            | 110,31          |
| Imprévus   | 391,34                                      | -60,53                                 | -                                | -60,53          |
| <b>Total</b>   | <b>5 372,79</b>                             | <b>5 320,06</b>                        | <b>3 302,61</b>                  | <b>2 017,45</b> |

2.3. Le solde global du FAD-13 disponible pour engagement s'élevait à 2 017,45 millions d'UC à la mi-mai 2016. Avec une solide réserve de projets en place pour approbation jusqu'à la fin de 2016, la Direction prévoit que toutes les ressources seront intégralement engagées d'ici à la fin du cycle du FAD-13.

2.4. Dans la suite, le document présente brièvement la situation des principales réformes et innovations du cadre d'allocation des ressources mises en place au cours du FAD-13.

### ***Réformes et innovations du FAD-13***

#### **Le système d'allocation basée sur la performance**

<sup>1</sup> Fonds africain de développement, 25 janvier 2016. *Allocations basées sur la performance au titre du FAD-13*. ADF/BD/IF/2016/12.

<sup>2</sup> Ce montant inclut les surcharges sur les dons, telles qu'elles ressortent de l'état de la capacité d'engagement.

2.5. Lors des discussions du FAD-13, les Plénipotentiaires ont convenu d'introduire des ajustements apportant une réponse à la dynamique du développement des pays africains et renforçant l'alignement entre les allocations et les priorités de la Banque. Ces ajustements consistaient notamment à :

- (i) ajouter le « groupe E », qui évalue les cadres réglementaires portant sur le développement des infrastructures et l'intégration régionale, dans le questionnaire de l'Évaluation des politiques et institutions des pays (EPIP). Le score qui en résulte est utilisé dans la composante « performance » de la formule ABP avec une pondération de 6 %;
- (ii) ajouter l'Indice de développement des infrastructures en Afrique (AIDI) en tant que composante « besoins » dans la formule ABP avec un exposant de -0,25 ;
- (iii) augmenter l'allocation minimale, de 5 millions d'UC à 15 millions d'UC par cycle ; et
- (iv) augmenter l'exposant de la composante « performance » de la formule ABP, de 4 à 4,125.

Ces ajustements sont devenus pleinement opérationnels et effectivement mis en œuvre à partir de la première année du cycle du FAD-13 (Annexe II).

#### Enveloppe des opérations régionales

2.6. Dans le cadre des discussions du FAD-13, les Plénipotentiaires ont approuvé l'utilisation de l'avantage comparatif du Fonds, en appuyant davantage les infrastructures régionales, les programmes de biens publics régionaux (BPR) et le renforcement des capacités (avec un accent particulier sur les pays en situations de fragilité). Plus précisément, 21 % des ressources du FAD-13 ont été allouées à l'enveloppe des OR, avec un plafond de 15 % pour les ressources consacrées aux BPR. En ce qui concerne le mécanisme de partage des coûts, pour permettre au FAD-13 de financer un plus grand nombre de projets porteurs de transformation au niveau régional et sous-régional, le multiplicateur type de l'enveloppe des OR était fixé à 1,5 fois (un ratio de 1:1,5). Une disposition spéciale s'applique aux pays éligibles au Pilier I de la FAT, avec un multiplicateur différencié de 2 fois (un ratio de 1:2) et la possibilité d'utiliser les allocations du Pilier I de la FAT pour mobiliser des fonds de l'enveloppe des OR. Par ailleurs, les pays qui ont des ABP de faibles montants contribuent au moins 40 % des coûts du projet, à concurrence de 10 % de leur ABP pour chaque projet régional, l'objectif étant de les encourager à participer à des projets régionaux.

2.7. Comme il a été convenu, au cours du FAD-13, la nouvelle Politique et stratégie d'intégration régionale (PSIR) a été approuvée en 2014 pour être appliquée sur la période 2014-2023<sup>3</sup>. Au cours de la période du FAD-14, la Banque continuera de mettre en œuvre les priorités de la PSIR, conformément à son appui à long terme à l'intégration économique de l'Afrique. La PSIR comporte trois piliers qui se renforcent mutuellement et consistent à : i) appuyer le développement des infrastructures régionales ; ii) améliorer le commerce et le développement industriel ; et iii) renforcer les mécanismes et les capacités institutionnelles des pays et de la région (un pilier transversal).

---

<sup>3</sup> Fonds africain de développement, 10 septembre 2014. *Politique et stratégie d'intégration régionale du Groupe de la Banque (PSIR) 2014-2023*. ADF/BD/WP/2014/98.



### Encadré 1 : Cadre de priorisation des opérations régionales

D'après le Cadre de priorisation des opérations régionales approuvé en avril 2014, la sélection des projets des OR suit un processus à deux étapes :

#### Étape 1 (Alignement et éligibilité des projets)

Visé à assurer l'appropriation des projets par les pays ainsi que l'alignement stratégique avec les priorités régionales, la Stratégie d'intégration régionale de la Banque et ses documents de politique, et des engagements continentaux comme le PIDA. Elle exige aussi l'inclusion d'une composante « politiques » dans les projets.

#### Étape 2

- **Pour un projet OR de partage de coûts** : le projet est évalué par le biais d'un tableau de bord fondé sur trois indicateurs liés à i) la performance des pays concernés (EPIP et performance du portefeuille), ii) l'attachement d'un pays à l'intégration régionale, et iii) deux indicateurs liés au projet (résultat attendu en matière de développement, ADOA et qualité et état de préparation).
- **Pour un projet de BPR** : le tableau de bord se fonde sur les indicateurs liés à la non-rivalité et la non-exclusion ; l'intérêt public et l'appropriation ; la dimension régionale ; l'alignement stratégique ; le rôle catalyseur ; les avantages supplémentaires de la coopération ; et l'impact sur le développement.

Une équipe chargée du classement des OR par ordre de priorité, composée des représentants de quatre départements de la Banque (ONRI, FMRB, ORQR et EDRE), détermine les notes et le classement de chaque projet. La décision finale concernant la sélection est prise par le Comité des opérations (OPSCOM).

2.8. Avec le cadre de priorisation (voir Encadré 1), qui a été approuvé par le Conseil en avril 2014<sup>4</sup>, les opérations régionales font l'objet d'un processus rigoureux de sélection. Sur la base de ce cadre de travail, en 2014, le pipeline des trois ans du FAD-13 comprenait 56 projets d'OR et 30 projets de BPR d'un coût estimé au total à 3 098 millions d'UC pour les OR et 215 millions d'UC pour les BPR, ce qui représente près du triple de l'enveloppe disponible. Les demandes émanant des pays en transition représentaient environ 54 %.

#### Facilité d'appui à la transition

2.9. Tirant parti de son expérience de longue date en matière d'intervention dans des situations de fragilité, la Banque a été la première institution multilatérale à passer d'une perception binaire et généralement centrée sur l'État (c'est-à-dire, États fragiles par opposition à États non fragiles) à une approche de la fragilité axée sur une perspective multidimensionnelle du risque (de nature politique, sécuritaire, économique, sociale et environnementale) qui n'est pas à proprement parler centrée sur l'État. En conséquence, la Banque a depuis lors adapté son modèle opérationnel de manière à prendre en compte cette approche multidimensionnelle de la fragilité. Les enseignements tirés du FAD-13 ont montré l'importance de meilleurs moyens et processus pour évaluer la fragilité, mais ont aussi mis en évidence les lacunes institutionnelles qui ne permettent pas d'assurer des réponses rapides suite aux évaluations, en particulier dans les environnements en proie à l'instabilité et l'insécurité.

<sup>4</sup> Fonds africain de développement, 2 avril 2014. *Cadre révisé de sélection et de classement des opérations régionales par ordre de priorité*. ADF/BD/WP/2014/32.

**Tableau 2 : Allocations du Pilier I de la FAT et allocations totales au titre du FAD-13 (millions d'UC)**

| Pays                             | Allocation du Pilier I | Allocation du Pilier I plus ABP de trois ans |
|----------------------------------|------------------------|--|
| Burundi                          | 25,42                  | 60,83  |
| République centrafricaine        | 14,84                  | 28,84  |
| Tchad                            | 10,00                  | 43,79  |
| Comores                          | 10,00                  | 25,00  |
| République démocratique du Congo | 60,00                  | 348,70                                       |
| Côte d'Ivoire                    | 60,00                  | 132,54                                       |
| Guinée                           | 25,00                  | 70,30  |
| Guinée-Bissau                    | 13,32                  | 28,32  |
| Liberia                          | 36,23                  | 57,03  |
| Madagascar                       | 60,00                  | 119,04                                       |
| Mali                             | 60,00                  | 116,93                                       |
| Sierra Leone                     | 16,01                  | 37,72  |
| Somalie                          | 11,20                  | 26,20  |
| Soudan du Sud                    | 21,94                  | 36,94  |
| Soudan                           | 60,00                  | 117,94                                       |
| Togo                             | 39,68                  | 56,33  |
| Zimbabwe                         | 44,91                  | 62,50  |
| <b>Total</b>                     | <b>568,55</b>          | <b>1 368,95</b>                              |

2.10. Outre la liste harmonisée BAD/Banque mondiale des pays fragiles (qui a été établie sur la base d'une note EPIP de 3,2 ou moins, ou la présence d'une mission de maintien ou de consolidation de la paix au cours des trois dernières années), il a été décidé au titre du FAD-13 que l'éligibilité à la FAT est aussi soumise à une évaluation qualitative qui montre s'il existe un niveau élevé de fragilité en dépit d'une forte note EPIP (par exemple, à travers l'analyse des facteurs de fragilité internes ou externes qui ne sont pas pris en compte par l'EPIP) ou des améliorations par rapport au seuil de 3,2 de l'EPIP, ou une tendance sensiblement à la baisse de l'EPIP au cours des trois années précédentes.

2.11. Les ressources des Piliers II et III continuent d'être allouées sous forme de dons. Toutefois, dans le cadre du FAD-13, les Plénipotentiaires ont approuvé l'ajustement des conditions d'allocation des ressources du Pilier I pour les faire correspondre à la combinaison des prêts et dons des ABP telle qu'elle est établie à la première année du cycle. Ils ont de même décidé de conserver une fraction non affectée de 10 % des ressources du Pilier I à titre de réserve pour faire face à des situations d'urgence ou pour fournir des ressources à des pays qui pourraient ne pas avoir rempli les conditions nécessaires au début du cycle.

2.12. À ce jour, 17 pays ont bénéficié de l'aide du Pilier I au titre du FAD-13, pour un montant total de 568,55 millions d'UC (Tableau 2). Ce groupe comprend aussi la Guinée qui, du fait de la situation d'urgence provoquée par l'épidémie d'Ebola, est devenue éligible durant le cycle et a bénéficié d'un montant de 25 millions d'UC à partir des 10 % de ressources mises en réserve. De même, en 2016, une nouvelle évaluation de l'éligibilité a permis au Tchad de recevoir 10 millions d'UC à partir des ressources du Pilier I.

2.13. Des ressources supplémentaires sont mises à la disposition des pays remplissant les conditions nécessaires au titre des Piliers II et III. Les ressources du Pilier II sont affectées à l'apurement des arriérés et ciblent actuellement la Somalie, le Soudan et le Zimbabwe, sur la base du « premier venu premier servi ». Les ressources du Pilier III servent à financer le renforcement des capacités et l'assistance technique pour les activités qui ne peuvent pas s'inscrire autrement dans le cadre des instruments et programmes existants de la Banque.

### Instruments innovants dans le cadre du FAD-13

2.14. Dans le cadre du FAD-12, les Plénipotentiaires ont décidé d'introduire la **Garantie partielle de risque** (GPR). Cet instrument vise à renforcer l'impact de l'ABP et à mobiliser des ressources du secteur privé et d'autres cofinanciers au profit des pays du FAD, notamment les pays en situation de fragilité. Depuis sa mise en place, la GPR a appuyé deux projets au Kenya et un au Nigeria. D'une valeur nominale totale de 146 millions d'UC, la GPR a permis de mobiliser plus de 2,7 milliards de dollars EU d'investissements. Bien que la facilité n'ait pas été très sollicitée, son intérêt réside dans sa capacité à assurer les prêteurs privés contre des risques politiques bien définis, liés au non-respect d'engagements précis par le gouvernement ou des entités liées au gouvernement.

2.15. Un autre instrument de mobilisation, la **Garantie partielle de crédit** (GPC), a été approuvé et lancé au titre du FAD-13. Les GPC permettent de mobiliser davantage de ressources à des conditions plus raisonnables. L'instrument cible les pays FAD considérés comme présentant un risque de surendettement faible et possédant une capacité suffisante de gestion de la dette. Au cours de la Revue à mi-parcours (RMP) du FAD-13, les Plénipotentiaires ont décidé d'étendre l'éligibilité à la GPC aux pays FAD qui présentent un risque de surendettement modéré. Les entreprises d'État des pays FAD peuvent aussi utiliser l'instrument, pour contribuer à mobiliser le financement commercial intérieur et extérieur et améliorer ainsi l'accès à des ressources plus abordables. Deux opérations de GPC ont été approuvées au titre du FAD-13 : la première en mars 2016 avec un engagement total de 40 millions de dollars EU pour Madagascar et la seconde de 4 millions de dollars EU pour « Tanzania Mortgage Refinance Company », approuvée en mai 2016.

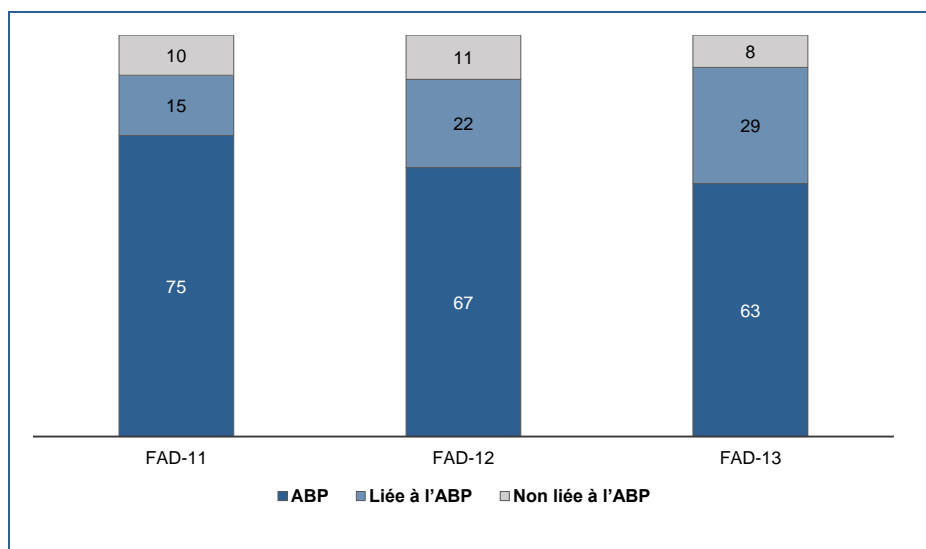
2.16. L'Annexe III fait le point détaillé sur l'utilisation actuelle de la GPR et de la GPC. Elle présente aussi les dispositions institutionnelles et opérationnelles mises en place à la Banque et les perspectives des demandes en cours pour les deux instruments.

2.17. La **Facilité de rehaussement de crédit en faveur du secteur privé** (FSP) vise à renforcer le financement privé dans les pays à faible revenu. Elle a été lancée en 2015, à titre expérimental, dans le cadre du FAD-13. La FSP fonctionne comme un instrument de rehaussement de crédit captif, qui participe au risque de défaillance des opérations sans garantie souveraine de la BAD, permet à la BAD d'augmenter prudemment son capital-risque dans les pays à faible revenu. Appuyée par une réserve de liquidité de démarrage de 165 millions d'UC sur les ressources du FAD-13, la structure de la facilité a été conçue pour permettre un niveau de rehaussement de crédit équivalent à « BBB » et couvrir des engagements se chiffrant à 495 millions d'UC. L'utilisation de la FSP progresse régulièrement dans le cadre du FAD-13. À la fin de 2015, un montant de près de 160 millions d'UC d'engagement a déjà été accordé à 15 opérations qui se trouvent à différents stades de mise en œuvre ; plus de la moitié des opérations sont situées dans des États fragiles. Le document intitulé « *Rôle du FAD dans le développement du secteur privé* » présente plus en détail la mise en œuvre de la FSP dans le cadre du FAD-13.

### ***Allocations liées à la performance au titre du FAD-13***

2.18. Dans le cadre des allocations du FAD-13, le mécanisme de partage de coûts des OR et le facteur d'appoint des allocations du Pilier I de la FAT permettent d'établir une solide corrélation avec les ABP. De ce fait, bien que la FAT, l'enveloppe des OR et la FSP soient des allocations particulières de ressources, la performance des pays demeure le facteur déterminant de l'allocation de la majeure partie des ressources du FAD. Comme le montre la Figure 1, environ 92 % des ressources attendues du FAD-13 seront directement ou indirectement allouées sur la base de la performance.

**Figure 1 : Part des allocations liées au système ABP au titre des FAD-11, 12 et 13 (pourcentage)**



**Notes :** ABP = allocations basées sur la performance  
 Liée à l'ABP = Pilier I de la FAT + OR (avec partage de coûts)  
 Non liée à l'ABP = Piliers II et III de la FAT + OR (dispensée du partage de coûts) + FSP (pour FAD-13)

### 3. Modifications proposées au Cadre d'allocation des ressources du FAD-14

3.1. Les sections qui suivent présentent un ensemble de propositions précises de la Direction visant à affiner le cadre d'allocation des ressources au titre du FAD-14. Ces propositions concernent le cadre ABP, l'éligibilité à la FAT et ses allocations et l'enveloppe des OR et son mécanisme de partage des coûts.

#### *Propositions concernant le Cadre ABP*

##### Vers un processus EPIP biennal

3.2. Dans le cadre actuel de l'allocation des ressources du FAD, l'évaluation EPIP est entreprise chaque année pour les 54 PMR du Groupe de la Banque. Étant donné la fréquence des réformes institutionnelles et juridiques dans les différents pays, ainsi que le temps nécessaire pour leur mise en œuvre, les évaluations annuelles ne sont pas très efficaces. C'est en particulier le cas pour la plupart des domaines couverts par le questionnaire EPIP, comme les politiques structurelles (groupe B), les politiques sociales (groupe C) et même la gestion du secteur public (groupe D). Les évaluations annuelles des politiques dans ces domaines pourraient ne pas refléter d'une manière suffisante les progrès réalisés par un pays, étant donné le décalage qui existe normalement entre la plupart des réformes institutionnelles et leur mise en œuvre effective. De plus, en dépit des améliorations techniques de ces dernières années, le processus est coûteux en temps et en ressources pour la Banque, les autorités des PMR et diverses autres parties qui sont consultées.

3.3. **La Direction propose en conséquence que le processus EPIP ait lieu tous les deux ans.** Ce délai permettra de tirer des enseignements de chaque évaluation et de renforcer le dialogue sur l'action à mener qui en résultera. Étant donné que le dernier processus EPIP a eu lieu au quatrième trimestre de 2015, la Direction propose qu'à partir du FAD-14, la prochaine EPIP soit réalisée au quatrième trimestre de 2016 et la suivante au quatrième trimestre de 2018 portant sur l'évaluation de la période 2017-2018. La Banque se réserve le droit de procéder à une évaluation exceptionnelle lorsqu'il est nécessaire de réévaluer l'EPIP d'un pays donné en dehors du processus biennal régulier d'évaluation.

3.4. **Dans le cadre de la proposition, le calcul annuel de l'ABP utiliserait les scores EPIP les plus récentes disponibles.**

3.5. La Figure 2 présente le calendrier proposé pour les trois prochains cycles du FAD. Le calcul des ABP de 2017 et 2018 se fonderait sur les notes EPIP de 2016 et les ABP de 2019 reposeraient sur l'évaluation EPIP biennale de 2018.

Figure 2 : Calendrier proposé pour les prochains processus d'allocation des ressources du FAD

| Cycle | FAD-13 |      |      | FAD-14 |      |      | FAD-15 |      |      | FAD-16 |      |      |
|-------|--------|------|------|--------|------|------|--------|------|------|--------|------|------|
| Année | 2014   | 2015 | 2016 | 2017   | 2018 | 2019 | 2020   | 2021 | 2022 | 2023   | 2024 | 2025 |
| EPIP  |        | ■    | ■    | ■      | ■    | ■    | ■      | ■    | ■    | ■      | ■    | ■    |
| ABP   |        | ↓    | ↓    | ↓      | ↓    | ↓    | ↓      | ↓    | ↓    | ↓      | ↓    | ↓    |

#### Prise en compte de la fragilité dans le système ABP

3.6 Au cours de la première réunion de reconstitution du FAD-14, les Plénipotentiaires ont examiné une note technique sur les options permettant de prendre en compte la fragilité dans le système ABP. L'engagement du FAD en faveur de la lutte contre la fragilité a été bien accueilli dans l'ensemble, mais il a été spécifiquement demandé de procéder à de nouvelles simulations de l'inclusion de la fragilité dans la formule ABP. L'Annexe IV fait la synthèse des principales conclusions des simulations demandées.

3.6. Comme on l'a vu lors de la première réunion, ces simulations donnent à penser que l'inclusion d'une composante « fragilité » à la formule ABP n'augmenterait pas sensiblement les allocations de ressources actuelles pour les pays en proie à la fragilité. En conséquence, **la Direction recommande de ne pas modifier la formule ABP actuelle.**

#### **Propositions concernant la FAT**

3.7. Le document intitulé « *Rôle du FAD-14 dans l'appui aux situations de fragilité* » formule différentes recommandations pour améliorer l'efficacité de l'engagement de la Banque dans les situations de fragilité au titre du FAD-14. Sans revenir sur les arguments qui sous-tendent ces propositions, les sections qui suivent portent essentiellement sur l'éligibilité des pays à la FAT et les incidences financières de ces recommandations sur les trois piliers de la FAT.

#### Éligibilité à la FAT au titre du FAD-14

3.8. L'éligibilité à la FAT repose principalement sur la liste harmonisée des situations de fragilité établie par les BMD. La dernière liste disponible pour l'exercice 2016 (Annexe V), semble indiquer que 18 pays FAD sont potentiellement éligibles. En attendant la publication de la liste harmonisée des BMD pour l'exercice 2017, qui aura lieu en juillet 2016, et conformément à l'approche flexible qui a été introduite dans le FAD-13, **la Direction envisage de procéder à de nouvelles évaluations qualitatives de l'éligibilité de la Guinée, du Malawi et du Niger** qui ne figurent pas dans la version courante de la liste harmonisée. Ces évaluations seront présentées au Conseil au quatrième trimestre de 2016.

3.9. De même, la Direction a l'intention d'informer le Conseil du projet consistant à **retirer la Côte d'Ivoire de la liste des pays éligibles à la FAT**, en raison de l'amélioration rapide de la situation de ce pays, qui pourrait faire que de nouvelles allocations de ressources à partir de ce guichet ne soient plus nécessaires.

## Enveloppe du Pilier I au titre du FAD-14

3.10. Pour avoir accès aux ressources du Pilier I de la FAT, un pays doit à la fois être éligible à la FAT (classé en situation de fragilité) et remplir les deux niveaux des critères spécifiques d'éligibilité, convenus dans le cadre des négociations du FAD-13 (Annexe VI). La Direction propose une liste de 15 pays fondée sur l'éligibilité au FAD-13 et la liste harmonisée de l'exercice 2016 (Tableau 3).

3.11. La liste d'éligibilité (Tableau 3) est utilisée pour l'estimation de l'enveloppe requise au Pilier I du FAD-14. L'enveloppe estimée pour le Pilier I se fonde sur les mêmes hypothèses de la méthodologie d'allocation convenue pour le FAD-13<sup>5</sup>, telle qu'elle est décrite dans le document sur le « Rôle du FAD-14 dans l'appui aux situations de fragilité ». **La Direction propose d'augmenter la réserve non affectée du Pilier I, de 10 à 15 % au titre du FAD-14.** Comme il est expliqué dans l'Annexe VII, les calculs montrent que le volume requis pour le Pilier I serait de 534,05 millions d'UC au titre du FAD-14.

Tableau 3 : Éligibilité préliminaire au Pilier I du FAD-14 selon les deux niveaux de critères

| Pays                               | Critères de la première étape                     |  |       |               |                                       | Critères de la seconde étape |
|------------------------------------|---|--|-------|---------------|---------------------------------------|------------------------------|
|                                    | Engagement en faveur de la paix et de la sécurité | PIB par habitant (en USD constants de 2005) <sup>6</sup> |       |               | Quintile le plus bas de l'IDH de 2014 |                              |
|                                    |   | 1995   | 2014  | Variation (%) |                                       |                              |
| 1 Burundi                          | ■   | 172,8  | 152,7 | -11,6         | 0,400                                 | ●                            |
| 2 République centrafricaine        | ■   | 345,7  | 266,4 | -34,5         | 0,350                                 | ○                            |
| 3 Tchad                            | ▣   | 383,2  | 766,4 | 100           | 0,392                                 | ●                            |
| 4 Comores                          | ■   | 602,4  | 596,9 | -0,9          | 0,503                                 | ●                            |
| 5 République démocratique du Congo | ■   | 287,3  | 283,5 | -1,3          | 0,433                                 | ●                            |
| 6 Guinée-Bissau                    | ▣   | 500,7  | 420,2 | -16,1         | 0,420                                 | ○                            |
| 7 Liberia                          | ■   | 69,6   | 226,7 | 225,8         | 0,430                                 | ●                            |
| 8 Madagascar                       | ■   | 277,3  | 271,6 | -2,1          | 0,510                                 | ○                            |
| 9 Mali                             | ■   | 338,4  | 458,2 | 35,4          | 0,419                                 | ○                            |
| 10 Sierra Leone                    | ■   | 292,3  | 513,4 | 75,7          | 0,413                                 | ●                            |
| 11 Somalie                         | ■   | -  | -     | -             | -                                     | ○                            |
| 12 Soudan du Sud                   | ■   | -  | -     | -             | 0,467                                 | ●                            |
| 13 Soudan                          | ■   | 481,8  | 972,8 | 101,9         | 0,479                                 | ○                            |
| 14 Togo                            | ■   | 377,7  | 429,8 | 13,8          | 0,484                                 | ●                            |
| 15 Zimbabwe                        | ■   | 645,0  | 458,1 | -29,0         | 0,509                                 | ○                            |

■ Engagement pleinement confirmé à consolider la paix et la sécurité

□ Engagement à confirmer après l'évaluation complète

● Critères de la seconde étape pleinement remplis

○ Engagement à confirmer après l'évaluation complète

## Enveloppe du Pilier II du FAD-14

3.12. Il est proposé d'affecter, dans le cadre du FAD-14, 20 millions d'UC au Pilier II pour apurer l'intégralité des arriérés de la dette de la Somalie contractée auprès de la BAD. Au vu des progrès récents enregistrés par la Somalie, il est raisonnable de supposer que les arriérés de ce pays pourraient

<sup>5</sup> Fonds africain de développement, 16 janvier 2015. *Directives opérationnelles relatives à la mise en œuvre de la Stratégie de lutte contre la fragilité et de renforcement de la résilience en Afrique et à la Facilité d'appui à la transition*. ADF/BD/WP/2014/Rev.3/Approuvé.

<sup>6</sup> Pour le FAD-14, dans le cadre des critères de la première phase liés aux besoins sociaux et économiques, la période 1995-2014 est considérée comme ayant enregistré une contraction du PIB réel par habitant.

être apurés durant la période du FAD-14. Dans le cas du Soudan, les perspectives demeurent incertaines et seront réévaluées lors de la Revue à mi-parcours du FAD-14. Si le Soudan enregistre des progrès en matière d'apurement des arriérés dans le cadre d'un programme coordonné au plan international durant cette période, la Banque étudiera les possibilités de mobilisation des ressources nécessaires à l'apurement des arriérés de la dette contractée par ce pays auprès de la BAD. En ce qui concerne le Zimbabwe, la Direction fera le point sur les perspectives d'apurement de ses arriérés au titre du FAD-13 avant la troisième réunion de reconstitution du FAD-14. Si les arriérés du Zimbabwe ne sont pas apurés dans le cadre du FAD-13, **il est recommandé de transférer les ressources non utilisées au Pilier II du FAD-14.**

#### Enveloppe du Pilier III au titre du FAD-14

3.13. Tout en poursuivant la démarche actuelle consistant à utiliser les ressources du Pilier III pour renforcer la capacité institutionnelle, **la Direction propose de recourir à ce guichet pour appuyer le développement du secteur privé en facilitant des investissements ciblés.** De ce fait, et compte tenu de l'utilisation prévue des ressources restantes du Pilier III du FAD-13, **la Direction recommande l'allocation de 60 millions d'UC à ce pilier à partir des ressources du FAD-14.**

#### Total des allocations de ressources FAT au titre du FAD-14

3.14. Comme l'indique le Tableau 4, compte tenu des enveloppes FAT proposées, la Direction estime que le volume du FAD-14 nécessaire pour la FAT sera de **614,05 millions d'UC.**

**Tableau 4 : Allocation estimative des ressources du FAD-14 à la FAT (millions d'UC)**

|   | Enveloppe (millions d'UC) |
|---|---------------------------|
| Pilier I (15 pays)                            | 534,05                    |
| <i>Allouée aux pays</i>                       | <i>453,94</i>             |
| <i>Non allouée (15 %)</i>                     | <i>80,11</i>              |
| Pilier II (3 pays)                            | 20,00                     |
| Pilier III (tous les pays éligibles à la FAT) | 60,00                     |
| <b>Enveloppe totale de la FAT</b>             | <b>614,05</b>             |

#### **Propositions concernant l'enveloppe des OR**

3.15. La demande de financement pour les projets d'intégration régionale au titre de l'enveloppe des OR augmente régulièrement. Les OR n'ont représenté que 6 % du total des approbations en 2000, mais elles se sont inscrites à 15 % en 2010 et à environ 25 % en 2015. En 2015, la réserve des projets pour le reste du cycle du FAD-13 s'est chiffrée à 1 703,8 millions d'UC – dont 1 424 millions d'UC pour les OR et 279,8 millions d'UC pour les biens publics régionaux (BPR) – sur la surcharge. Étant donné ces résultats positifs, **la Direction recommande de maintenir l'enveloppe des ressources pour les OR à 21 % des ressources disponibles pour les allocations au titre du FAD-14.**

#### Abaissement du plafond de l'effet multiplicateur de la contribution aux OR

3.16. L'enveloppe des OR joue un rôle essentiel en comblant l'insuffisance de ressources financières pour les projets régionaux. Cependant, près des deux tiers des projets présentés sont différés faute de financement. Il ressort des enseignements tirés de l'expérience qu'en l'absence de contributions de l'enveloppe des OR à titre d'incitation, les pays continuent de privilégier les interventions nationales au détriment des opérations régionales et ils sont peu disposés à réaliser davantage de projets d'intégration régionale, malgré leur impact évident sur le développement.



3.17. Afin de réduire le nombre de projets différés, et maintenir le rôle de la Banque en tant que principal bailleur de fonds, **la Direction propose de réduire le plafond de l'effet multiplicateur pour la contribution de l'enveloppe des OR à la contribution de l'ABP à un ratio maximum de 1 :1,5 pour les pays de la FAT et à 1 :1 pour les autres pays.** Il ressort de l'analyse que cela ne compromettra pas le caractère incitatif de l'enveloppe et pourrait renforcer le cofinancement et la mobilisation d'autres ressources disponibles pour réaliser davantage de projets d'intégration régionale et servir un plus grand nombre de pays.

#### **Propositions concernant la FSP**

3.18. Depuis l'entrée en vigueur de la FSP en mai 2015, un tiers de sa capacité d'engagement a déjà été alloué à 15 opérations du secteur privé, dont plus de la moitié était située dans les États fragiles à la fin de 2015. Le vif intérêt pour la participation à la FSP manifesté par les États fragiles et les secteurs réglementés (électricité, transport et énergies renouvelables) permet de s'attendre à un accroissement du taux d'utilisation de la FSP à 40 % à la fin du deuxième trimestre de 2016. La phase expérimentale de cet instrument a permis à la Banque de libérer le capital-risque et de réaliser des opérations à un niveau élevé de risque et de rendement, en particulier dans les pays en situation de fragilité. Cela a permis de surmonter quelques-uns des principaux obstacles qui empêchent d'atteindre certains segments mal desservies par l'intermédiaire des opérations non souveraines. Le niveau élevé de participation de l'année passée montre qu'il importe d'augmenter les ressources disponibles au cours du prochain cycle du FAD.

3.19. **La Direction recommande une contribution supplémentaire de 200 millions d'UC à la FSP à partir des ressources du FAD-14.** En outre, elle a déterminé de nombreuses options de conception stratégique pour améliorer l'incidence de la FSP au-delà de sa période expérimentale. Ces options sont examinées dans le document intitulé « *Rôle du FAD dans le développement du secteur privé* ».

## **4. Scénarios d'allocation des ressources du FAD-14**

### **Méthodologie d'allocation**

4.1. Dans les scénarios ci-après, les allocations des ressources du FAD-14 aux différentes enveloppes ont été calculées suivant une méthodologie fondée sur les formules ci-après :

|   |                                    |
|---|------------------------------------|
| <b>Total des ressources du FAD-14</b>   | <b>(A) = (1) + (2)</b>             |
| Contribution totale des donateurs (montants souscrits)                              | (1)                                |
| Ressources internes (CEA)   | (2)                                |
| <b>Plus reports des reconstitutions précédentes</b>                                 | <b>(B) = 389,00 millions d'UC</b>  |
| <b>Moins déductions initiales</b>   | <b>(C) = (3) + (4)</b>             |
| Imprévus liés au taux de change sur les souscriptions non versées                   | (3) = 1% × (1)                     |
| Imprévus liés aux souscriptions assorties de réserves et aux souscriptions tardives | (4) = 375,10 millions d'UC         |
| <b>Plus l'effet des instruments financiers innovants</b>                            | <b>(D) = (5) + (6)</b>             |
| CEA procurée par les prêts relais et les prêts concessionnels des donateurs         | (5)                                |
| Prêts concessionnels des donateurs  | (6)                                |
| <b>Ressources du FAD-14 disponibles pour allocation</b>                             | <b>(E) = (A) + (B) – (C) + (D)</b> |
| Facilité d'appui à la transition (FAT)  | (7) = 614,05 millions d'UC         |
| Enveloppe des opérations régionales (OR)  | (8) = 21% × (E)                    |
| Facilité en faveur du secteur privé (FSP)   | (9) = 200,00 millions d'UC         |
| Allocations pays basées sur la performance (ABP)                                    | (10) = (E) – (7) – (8) – (9)       |

4.2 Cette méthodologie d'allocation des ressources du FAD-14 prévoit, en plus d'une provision pour imprévus liés aux souscriptions assorties de réserves et tardives estimée à 375,10 millions d'UC,



retient aussi une provision de 1% pour les imprévus techniques liés au taux de change sur les souscriptions non versées. La méthodologie suppose aussi des reports attendus (y compris les souscriptions assorties de réserves et tardives des précédents cycles) d'un montant total de 389 millions d'UC dans le cadre du FAD-14.

4.3 Sont également pris en compte dans cette méthodologie, en tant que ressources supplémentaires à affecter, les propositions concernant les prêts concessionnels des donateurs (PCD) et les prêts relais présentées dans le document intitulé « *Innovations en matière de financement dans le cadre du FAD-14* », l'incidence potentielle de ces instruments sur les ressources générées à l'interne du Fonds – par le biais de la capacité d'engagement anticipé (CEA) – et sur les contributions des bailleurs de fonds.

### Scénarios d'allocation proposés

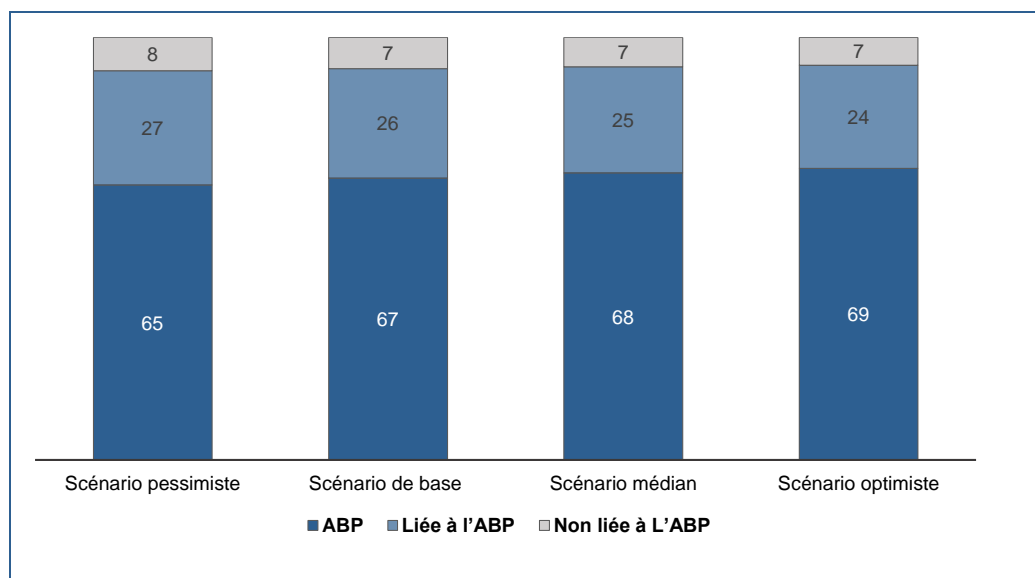
**Tableau 5 : Allocation des ressources du FAD-14**

|   | Scénarios de financement du FAD-14                          |            |   |            |  |            |   |            |
|---|---|------------|---|------------|--|------------|---|------------|
|   | Pessimiste<br>(-5 %<br>d'augmentation<br>des souscriptions) |            | Référence<br>(0 %<br>d'augmentation<br>des souscriptions) |            | Central<br>(+5 %<br>d'augmentation<br>des souscriptions) |            | Optimiste<br>(+10 %<br>d'augmentation<br>des souscriptions) |            |
|   | Millions<br>d'UC  | (%)        | Millions<br>d'UC  | (%)        | Millions<br>d'UC   | (%)        | Millions<br>d'UC  | (%)        |
| <b>Ressources du FAD-14<br/>disponibles pour allocation</b> | <b>5 858</b>  | <b>100</b> | <b>6 611</b>  | <b>100</b> | <b>7 364</b>   | <b>100</b> | <b>8 117</b>  | <b>100</b> |
| Facilité d'appui à la transition                            | 614   | 10,5       | 614   | 9,3        | 614  | 8,3        | 614   | 7,6        |
| <i>Pilier I : supplémentaire</i>                            | 534   | 9,1        | 534   | 8,1        | 534  | 7,3        | 534   | 6,6        |
| <i>Pilier I I : apurement des arriérés</i>                  | 20  | 0,3        | 20  | 0,3        | 20   | 0,3        | 20  | 0,2        |
| <i>Pilier III : ciblé</i>                                   | 60  | 1,0        | 60  | 0,9        | 60   | 0,8        | 60  | 0,7        |
| Enveloppe des opérations<br>régionales                      | 1 230   | 21,0       | 1 388   | 21,0       | 1 546  | 21,0       | 1 704   | 21,0       |
| Facilité en faveur du secteur privé                         | 200   | 3,4        | 200   | 3,0        | 200  | 2,7        | 200   | 2,5        |
| Allocation basée sur la<br>performance                      | 3 814   | 65,1       | 4 408   | 66,7       | 5 003  | 67,9       | 5 598   | 69,0       |

4.4 Le Tableau 5 présente, en valeur nominale et en pourcentage, les scénarios d'allocation indiquant comment les ressources du FAD-14 seraient allouées entre le système ABP, l'enveloppe des OR et la FAT. Ces scénarios d'allocation reposent sur la liste d'éligibilité du Pilier I de la FAT présentée dans la Section (Tableau 4) et les quatre scénarios de reconstitution tels qu'ils sont présentés dans le document intitulé « *Cadre de financement du FAD-14* » (scénarios pessimiste, de référence, central et optimiste).

4.5 L'enveloppe de la FAT s'élevait à 13 % des ressources disponibles pour allocation au titre du FAD-13, la taille de la FAT varierait suivant le scénario de reconstitution du FAD-14, entre 7,6 % (dans le scénario optimiste) et 10,5 % (dans le scénario pessimiste) des ressources disponibles pour allocation. Si l'enveloppe des OR était fixée à 21 % des ressources et qu'une réserve fixe de 200 millions d'UC était affectée à la FSP, l'enveloppe ABP serait en conséquence comprise entre 65,1 % (dans le scénario pessimiste) et 69,0 % (dans le scénario optimiste) des ressources du FAD-14.

**Figure 3 : Part estimative des allocations liées au système ABP au titre du FAD-14 (pourcentage)**



**Notes :** ABP = Allocations basées sur la performance  
 Liée à l'ABP = Pilier I de la FAT + OR (avec partage de coûts)  
 Non liée à l'ABP = Piliers II et III de la FAT + OR (dispensée du partage de coûts) + FSP

4.6. La Figure 3 montre que, dans le cadre des scénarios proposés, le pourcentage des ressources du FAD-14 à affecter sur la base de la performance varierait entre 92 % et 93 %, ce qui est légèrement supérieur aux niveaux du FAD-12 et du FAD-13 (Figure 1). Un volume de reconstitution plus élevé permettrait au cadre d'allocation des ressources du FAD-14 de renforcer la performance en tant que principal facteur déterminant des allocations du Fonds par pays.

## 5. Recommandations

5.1. Les Plénipotentiaires sont priés de donner des orientations sur les propositions présentées à la Section 3 de ce document et consistant à :

- (i) **procéder à l'EPIP tous les deux ans à partir du quatrième trimestre de 2016 ;**
- (ii) **maintenir telle quelle la formule ABP dans le cadre du FAD-14 ;**
- (iii) **augmenter la réserve inutilisée du Pilier I de la FAT, de 10 % à 15 % ;**
- (iv) **pour le Pilier II de la FAT, affecter 20 millions d'UC sur les ressources de reconstitution du FAD-14 et reporter toutes les ressources non utilisées du FAD-13 au FAD-14 ;**
- (v) **maintenir l'enveloppe des OR à 21 % des ressources du FAD-14 et réduire le plafond pour la mobilisation de la contribution aux OR à un ratio maximum de 1:1,5 pour les pays éligible à la FAT, et à 1:1 pour les autres pays.**
- (vi) **Affecter une contribution supplémentaire de 200 millions d'UC à la FSP.**

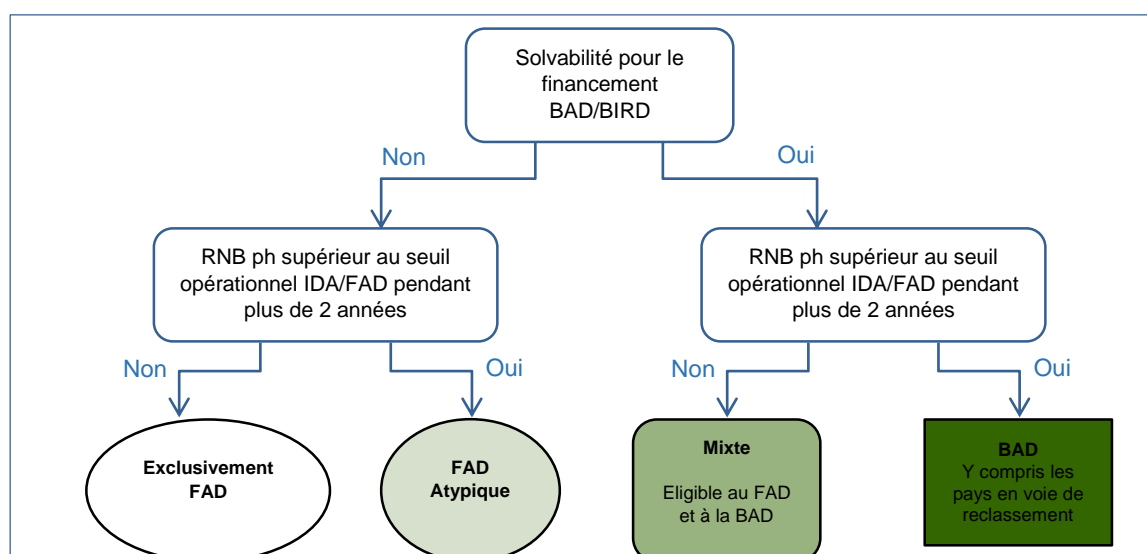
## Annexe I : Classification des pays éligibles aux ressources du FAD

**Tableau I-1 : Classification des pays au titre du FAD-13 et prévue pour le FAD-14**

| Pays |                                  | FAT | FAD-13 |      |      | FAD-14 (projections) |      |      |
|------|----------------------------------|-----|--------|------|------|----------------------|------|------|
|      |                                  |     | 2014   | 2015 | 2016 | 2017                 | 2018 | 2019 |
| 1    | Bénin                            |     | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 2    | Burkina Faso                     |     | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 3    | Burundi                          | ■   | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 4    | Cameroun                         |     | ●      | ●    | ●    | ●                    | ●    | ●    |
| 5    | Cap-Vert                         |     | ▲      | ▲    | ▲    | ▲                    | ▲    | ▲    |
| 6    | République centrafricaine        | ■   | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 7    | Tchad                            | ■   | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 8    | Comores                          | ■   | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 9    | Côte d'Ivoire                    | ■   | ■      | ■    | □    | □                    | □    | □    |
| 10   | République démocratique du Congo | ■   | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 11   | République du Congo              |     | ▲      | ▲    | ▲    | ▲                    | ▲    | ▲    |
| 12   | Djibouti                         |     | □      | □    | □    | □                    | □    | □    |
| 13   | Érythrée                         | ■   | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 14   | Éthiopie                         |     | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 15   | Gambie                           |     | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 16   | Ghana                            |     | □      | □    | □    | □                    | ●    | ●    |
| 17   | Guinée                           | ■   | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 18   | Guinée-Bissau                    | ■   | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 19   | Kenya                            |     | ■      | ■    | ●    | ●                    | ●    | ●    |
| 20   | Lesotho                          |     | ■      | □    | □    | □                    | □    | □    |
| 21   | Liberia                          | ■   | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 22   | Madagascar                       | ■   | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 23   | Malawi                           |     | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 24   | Mali                             | ■   | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 25   | Mauritanie                       |     | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 26   | Mozambique                       |     | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 27   | Niger                            |     | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 28   | Nigeria                          |     | ▲      | ▲    | ▲    | ▲                    | ▲    | ▲    |
| 29   | Rwanda                           |     | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 30   | São Tomé-et-Príncipe             |     | □      | □    | □    | □                    | □    | □    |
| 31   | Sénégal                          |     | ■      | ■    | ■    | ●                    | ●    | ●    |
| 32   | Sierra Leone                     | ■   | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 33   | Somalie                          | ■   | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 34   | Soudan du Sud                    | ■   | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 35   | Soudan                           | ■   | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | □    |
| 36   | Tanzanie                         |     | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 37   | Togo                             | ■   | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 38   | Ouganda                          |     | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |
| 39   | Zambie                           |     | ●      | ●    | ●    | ●                    | ●    | ▲    |
| 40   | Zimbabwe                         | ■   | ■      | ■    | ■    | ■                    | ■    | ■    |

- Éligible à la FAT
- Exclusivement FAD (catégorie A)
- Atypique (catégorie A)
- Mixte (catégorie B)
- ▲ En transition vers le statut BAD (catégorie C)
- ▲ Exclusivement BAD (catégorie C)

**Figure I-1 : Classification des pays du Groupe de la Banque**



**Pays exclusivement FAD :** Conformément à la classification de la Politique de crédit du Groupe de la Banque, un pays est considéré exclusivement FAD si le niveau de son revenu est inférieur au seuil du RNB ph pour l'éligibilité à l'IDA/au FAD (1 215 dollars pour l'exercice 2014-2015) pour chaque année et s'il n'est pas considéré solvable pour avoir accès au financement non concessionnel.

**Pays « atypiques » :** Depuis 2011, les pays dont le RNB ph est supérieur au seuil du RNB ph pendant plus de deux ans (ou au moins trois années consécutives), mais qui ne sont pas considérés solvables, sont classés pays atypiques. Il importe de noter que les pays atypiques sont des pays FAD car ils demeurent hautement tributaires des financements concessionnels.

**Pays à financement mixte :** Un pays qui est solvable suivant la définition du Groupe de la Banque et dont le niveau de revenu est inférieur au seuil du RNB ph de l'IDA/du FAD chaque année.

**Pays en voie de reclassement :** Il s'agit des pays en transition de la catégorie FAD ou mixte à la catégorie BAD. La durée minimum de la période de transition est fixée à 2 ans. En fonction du niveau de pauvreté et de développement humain, de la croissance économique moyenne et des besoins financiers, un pays en voie de reclassement peut prolonger sa période de transition à un maximum de 5 ans.

**BAD :** Un pays dont le RNB ph est supérieur au seuil opérationnel pendant plus de deux années consécutives (ou au moins trois années consécutives) et remplit les critères de solvabilité de la Banque au moment de l'évaluation. En fonction du niveau de développement du pays et compte tenu du Cadre de transition des pays reclassés ou déclassés (ADB/BD/WP/2011/20/Rev.2), le pays bénéficiera d'une période de transition de 2 à 5 ans.

**RNB par habitant :** Revenu national brut calculé suivant la méthode Atlas en dollars EU courants.

**Dette publique totale en pourcentage du PIB :** Fait référence à l'encours de la dette publique totale en fin d'année (en pourcentage du PIB).

**Total du service de la dette en pourcentage des exportations totales :** Englobe les paiements d'intérêt et d'amortissement par un pays en pourcentage des exportations totales des biens et des services.

**EPIP :** Est l'Évaluation des politiques et institutions des pays. La note EPIP est l'indicateur agrégé qui évalue la performance annuelle globale d'un pays du point de vue de la gestion économique, des politiques structurelles, des politiques d'inclusion sociale/équité, de la gouvernance et des politiques favorisant le développement des infrastructures et l'intégration régionale.

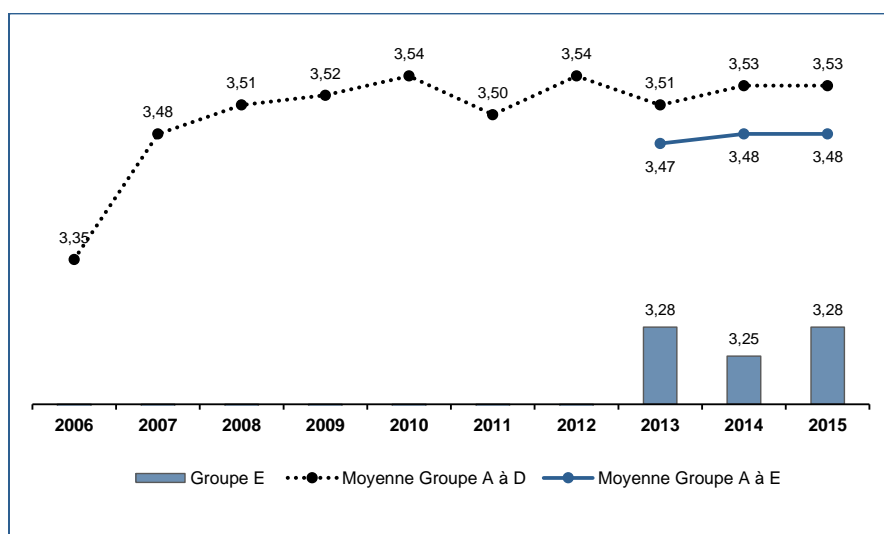
**Seuil opérationnel du RNB ph :** Est le seuil du revenu national brut par habitant utilisé en tant que premier critère pour déterminer la classification des pays.

**Seuil du RNB ph pour les PRI tranche inférieure :** Est le seuil du revenu national brut par habitant utilisé comme sous-critère pour l'évaluation de la solvabilité des pays.

## Annex I: Mise en œuvre et principaux résultats des ajustements de l'ABP du FAD-13

### Inclusion du Groupe E

Figure II-1 : Moyennes des notes EPIP dans le cadre du FAD-13



Lors de la mise en œuvre du Groupe E, des consultations en amont dans le cadre de l'élaboration des questions et des directives du nouveau groupe pour les négociations du FAD-13 ont permis l'adhésion interne des équipes de pays du Groupe de la Banque chargées des évaluations EPIP annuelles. En outre, une plateforme EPIP en ligne a été mise au point et a considérablement contribué à l'opérationnalisation du nouveau groupe (voir Encadré II-1). Sur le fond, l'inclusion du Groupe E ne s'est pas traduite par des distorsions de la structure de l'EPIP ni n'a créé l'inflation. Comme le montre la Figure II-1, il existe une forte corrélation entre la valeur globale moyenne des Groupes A à E et l'ancienne valeur globale des Groupes A à D. D'une manière générale, le Groupe E a permis de rationaliser davantage les notes EPIP et aussi de réduire son ampleur tendancielle.

#### Encadré II-1 : La plateforme EPIP en ligne

Jusqu'au processus de 2011, l'EPIP était une opération manuelle inefficace, non transparente et source d'erreurs. C'est ainsi que tous les échanges entre les rédacteurs, vérificateurs et coordinateurs durant l'élaboration des notes EPIP s'effectuaient entièrement par messagerie électronique. Après une phase expérimentale en 2012, la Banque a élaboré une plateforme EPIP (<https://cpia.afdb.org/>), qui est un outil sécurisé en ligne pour la mise en œuvre et le suivi du processus d'évaluation annuelle par pays, d'établissement de rapports sur les résultats, d'échange des connaissances et de promotion du dialogue sur les politiques avec les PMR.

Désormais, la plateforme joue un rôle essentiel dans la réalisation des EPIP et aide considérablement les équipes pays à produire efficacement leurs évaluations annuelles par pays de manière sécurisée, transparente et opportune. La plateforme est bien conçue pour garantir la qualité des évaluations faisant intervenir plusieurs centaines de pairs évaluateurs de l'intérieur comme de l'extérieur de la Banque. Non seulement la plateforme a renforcé l'exécution des évaluations annuelles, désormais elle sert aussi d'outil d'échange de connaissances et fournit des données robustes, présente les résultats et facilite le dialogue sur les politiques entre la Banque et ses PMR.

### Intégration de l'AIDI

L'intégration de l'indice de l'AIDI dans l'estimation de l'ABP – en commençant à la première année du cycle du FAD-13 – se déroule de façon satisfaisante. L'indice utilise les données recueillies dans le cadre du Programme de connaissance de l'infrastructure en Afrique (AIKP) complétées par d'autres sources internationales. Pour assurer la solidité de l'AIDI dans l'espace et le temps, ses données sont régulièrement mises à jour et sont publiées au mois de novembre depuis 2013 (voir Encadré II-2).

## Encadré II-2 : Indice de développement des infrastructures en Afrique (AIDI)

L'AIDI se fonde sur quatre composantes principales, à savoir, i) transport ; ii) électricité ; iii) TIC ; et iv) eau et assainissement. Sa publication annuelle tient compte des mises à jour de la sélection de neuf indicateurs qui constituent les composantes de l'indice. Ces indicateurs sont les suivants : total des routes revêtues (km pour 10 000 habitants), total des routes revêtues (km au km<sup>2</sup> de la superficie terrestre exploitable), production nette d'électricité (KWh par habitant), total des abonnements au téléphone (lignes fixes et mobiles, par 100 habitants), nombre d'utilisateurs de l'Internet (par 100 habitants), abonnés à l'internet large bande fixe (câblé) (par 100 habitants), largeur de bande Internet internationale (Mbit/s), source d'eau améliorée (pourcentage de la population ayant accès), installations d'assainissement améliorées (pourcentage de la population ayant accès).

### Principe de la performance

La performance demeure un paramètre essentiel du système ABP. Dans le cadre du FAD-12, une proportion de 69 % des ABP était attribuée aux pays les plus performants (premier et deuxième quintiles de l'EPP). Les ajustements récents de l'ABP n'ont pas modifié ce principe de la performance, car une proportion de 68 % des ressources est accordée aux mêmes pays les plus performants au titre du FAD-13. Par ailleurs, les ajustements du FAD-13 se sont traduits par des récompenses plus importantes pour les pays aux plus fortes performances, des ressources étant transférées du deuxième au premier quintile. Comme le montre la Figure II-2, ceci s'applique aussi bien aux ressources distribuées par quintile de la performance globale (EPP) qu'aux quintiles de l'EPIP (notes moyennes des groupes A, B et C).

Ce qui est certain c'est que le compromis entre les composantes « performance » et « besoins » sur lesquelles repose le cadre ABP permet encore des ajustements pour mieux répondre aux besoins particuliers des pays les plus démunis. La Figure II-3 montre l'évolution de la structure d'allocation entre le FAD-12 et le FAD-13, la plus grande proportion des ressources (29 % environ) étant allée aux pays qui appartiennent à la fois au premier quintile de la performance et des besoins. Plus un pays s'éloigne de ce groupe en raison d'un niveau moins élevé de besoins et/ou de la performance, moins élevée sera son ABP. Ceci illustre l'incidence de l'introduction de l'AIDI dans la formule ABP, qui a permis de rééquilibrer la distribution des ressources en faveur des pays qui ont des déficits plus élevés des biens infrastructurels.

Figure II-2 : ABP par a) performance et b) quintile EPIP au titre du FAD-12 et FAD-13 (pourcentage)

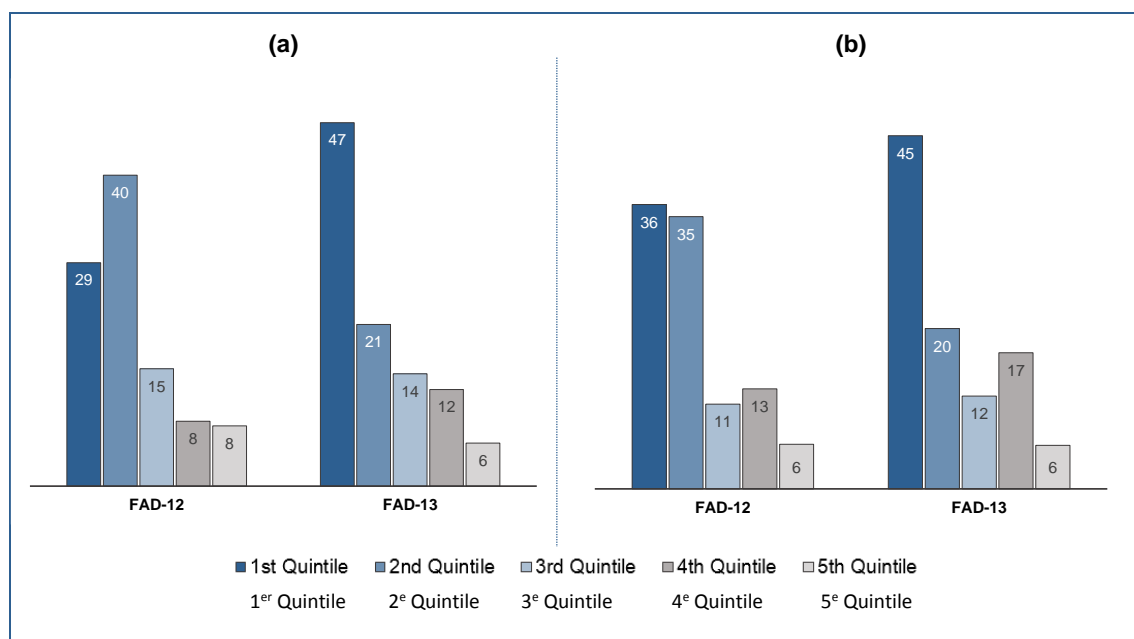
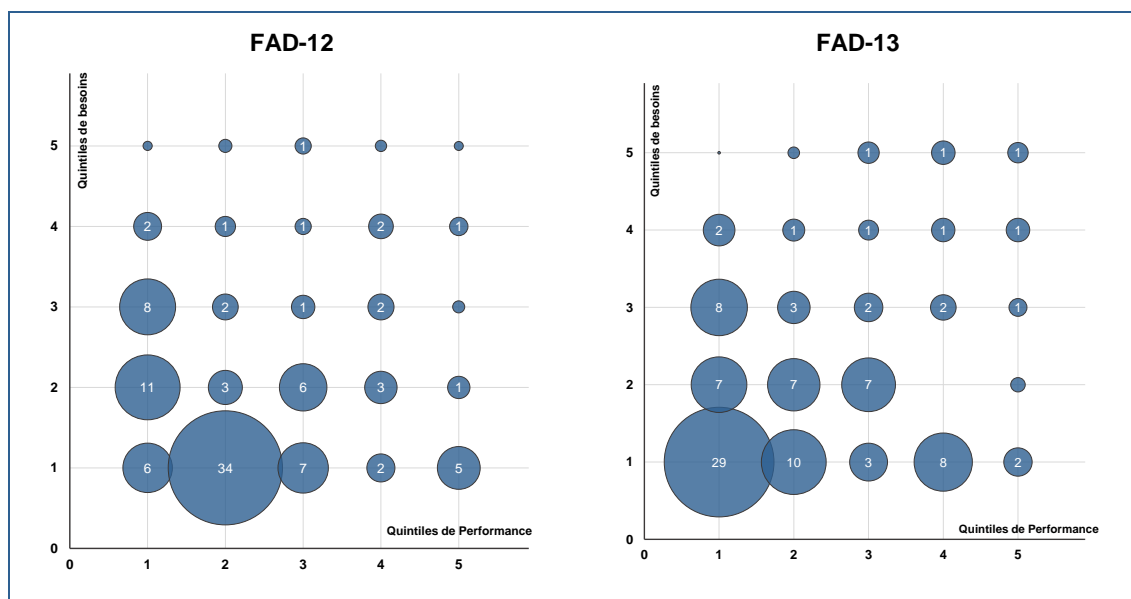


Figure II-3 : ABP par besoins et quintile de performance du FAD-12 et du FAD-13 (pourcentage)



## Annexe II : Les instruments de garantie du FAD

### *État d'avancement de la mise en œuvre de la GPR et de la GPC*

**Dispositions institutionnelles et opérationnelles :** Des directives opérationnelles détaillées stipulées dans un document sur le Cadre stratégique et les directives opérationnelles ont été adoptées pour la garantie partielle de risque (GPR) en 2011 et pour la garantie partielle de crédit (GPC) en 2013. Elles fournissent un cadre décrivant les principes et modalités qui guident le Fonds dans l'octroi de ces instruments.

**Promotion, sensibilisation et création de demande :** La Banque a entrepris une gamme d'actions pour promouvoir l'utilisation de ces instruments financiers. Elle a assuré une sensibilisation intensive et une formation ciblée auprès du personnel de l'institution, et elle a organisé des activités de diffusion à destination des pays membres régionaux, mais aussi d'investisseurs et de prêteurs du secteur privé. La Banque a aussi organisé des manifestations de promotion, de sensibilisation et de formation auxquelles ont pris part de nombreux membres du personnel et clients. Les actions de promotion et de sensibilisation organisées par les départements compétents se poursuivent également en 2016, ainsi qu'une série d'ateliers dans certains pays membres régionaux. Le personnel des bureaux extérieurs participe également à la mise en place d'un soutien de première ligne complémentaire.

**Initiatives de collaboration :** La Banque collabore avec d'autres partenaires (l'Agence multilatérale de garantie des investissements, la Banque mondiale, Overseas Private Investment Corporation des États-Unis et USAID) pour faire en sorte que la GPR et la GPC soient offertes en parallèle avec d'autres produits de garantie et d'assurance.

**Consentement du gouvernement :** Les garanties du FAD nécessitent le consentement du gouvernement hôte pour que le Fonds accorde le produit aux projets bénéficiaires, étant donné, en particulier, que c'est le pays qui fournit la contre-garantie requise. En conséquence, la Banque s'emploie à sensibiliser les autorités des PMR aux avantages des garanties et, surtout, à les rassurer sur le fait qu'elles ne créent pas de dette conditionnelle supplémentaire pour les États. Cette démarche est déterminante pour obtenir leur soutien aux projets concernés.

**Constitution d'un groupe de travail sur les garanties :** Suite à l'approbation du Cadre de la GPR du FAD en 2011, la Banque a mis sur pied un Groupe de travail sur les garanties chargé d'identifier et de préparer des opérations de garantie du FAD, et d'en soutenir la mise en œuvre. Étant donné les compétences multidisciplinaires et spécialisées nécessaires pour gérer les instruments de garantie, le Groupe de travail comprend des points focaux issus d'unités organisationnelles chargées de l'énergie, des services juridiques, des opérations du secteur privé, de la trésorerie, de l'environnement et des sauvegardes sociales.

**Capacités internes :** Les instruments de garantie sont plus complexes que les transactions de financement par emprunts souverains et non souverains. Pour accroître l'utilisation de ces instruments, il est indispensable de renforcer les capacités internes sur cette forme de financement. La Banque dispose actuellement de spécialistes dotés des compétences nécessaires pour appuyer les opérations de garantie, mais l'expansion du portefeuille de garanties exigera le recrutement de nouveaux cadres spécialisés, ainsi que la formation et le transfert de connaissances au profit du personnel déjà en poste, par le biais de séminaires internes structurés, visant à élargir l'expertise en matière de garanties.

### *Demande de GPR*

Depuis son approbation en 2011, la GPR a été utilisée pour soutenir trois opérations importantes du secteur privé dans le domaine de l'énergie, dans le cadre de structures de PPP (Tableau III-1). Le succès des opérations de GPR à ce jour est encourageant et peut être mesuré du point de vue des i) réalisations – nombre et volume des opérations soutenues ; et ii) produits – volume des garanties sur le financement total des projets ou volume des garanties sur les emprunts commerciaux mobilisés. Grâce à l'effet de levier de 4 fois, les GPR approuvées à ce jour ont utilisé 36,4 millions d'UC des ABP pour garantir 145,6 millions d'UC et contribuer à catalyser plus de 2,7 milliards de dollars EU d'investissements.



## Demande de GPC

L'effet de levier de la GPC vise à n'utiliser qu'un quart de la valeur nominale de la garantie accordée, qui est ensuite déduit de l'ABP du pays concerné. Cet effet de levier se traduit par une augmentation de la capacité d'engagement du Fonds de 75 % de la valeur nominale de la garantie accordée. À ce jour, la GPC a été utilisée pour appuyer deux opérations (Tableau III-2).

Des demandes de renseignements ont également été reçues sur l'utilisation de la GPC pour des prêts consortiaux, en particulier de la part d'institutions financières cherchant à accorder des prêts en faveur de projets énergétiques et d'autres programmes d'expansion à forte intensité de capital menés par des entreprises d'État à gestion commerciale. En outre, la Banque a été contactée par des banques de contrepartie demandant un rehaussement de crédit pour leurs opérations sur instruments dérivés ou sur swaps avec des pays membres du FAD, afin de couvrir les risques de taux d'intérêt et de change liés à des émissions d'obligations internationales souveraines. On constate également un intérêt naissant pour l'utilisation de l'instrument en faveur de financements non classiques, notamment le crédit-bail et les titres adossés à des créances hypothécaires.

**Tableau III-1 : Projets appuyés par la GPR (mai 2016)**

| Intitulé   | Pays    | Date d'approbation | Principales caractéristiques   |
|--|---------|--------------------|--|
| <b>Projet de parc éolien du Lac Turkana</b>                          | Kenya   | Octobre 2013       | Le FAD accorde une GPR d'une valeur nominale de 17,4 millions d'UC pour couvrir certaines obligations du Gouvernement kényan et d'une entité gouvernementale en rapport avec l'opération.  |
| <b>Privatisation du secteur électrique</b>                           | Nigeria | Décembre 2013      | La GPR d'une valeur nominale de 120 millions d'UC est fournie dans une approche programmatique pour couvrir plusieurs producteurs indépendants d'électricité.  |
| <b>Geothermal Development Corporation (GDC) Menengai IPP Project</b> | Kenya   | Octobre 2014       | Des GPR d'une valeur nominale totale de 8,24 millions d'UC seront accordées à l'appui de trois PIE, qui ont été retenus pour un marché de production d'électricité du champ géothermique de Menengai. Le programme fournit des garanties contre le non-paiement dans le cadre des accords d'achat d'électricité et des accords de fourniture de la vapeur de Kenya Power Lighting Company. |

**Tableau III-2 : Opérations appuyées par la GPC (mai 2016)**

| Intitulé   | Pays       | Date d'approbation | Principales caractéristiques  |
|--|------------|--------------------|---|
| <b>Programme d'appui aux réformes de la gestion économique</b> | Madagascar | Mars 2016          | La GPC étant un instrument à effet de levier, un montant de 10 millions de dollars EU seulement sera déduit de l'ABP du pays pour permettre à celui-ci d'avoir accès à des prêts de 55 millions de dollars EU.  |
| <b>Tanzania Mortgage Refinance Company (TRMC)</b>              | Tanzanie   | Mai 2016           | Avec un montant total de 4 millions de dollars EU, la GPC appuiera TMRC pour lui permettre de mobiliser des financements à long terme sur les marchés tanzaniens des obligations en monnaie nationale, à l'intention des banques locales pour des opérations de financement hypothécaire. |

### *Projets en réserve et en attente d'être versés dans la réserve*

La GPR et la GPC font l'objet d'une demande continue, des promoteurs de projets du secteur privé du Ghana<sup>7</sup>, du Kenya et de l'Ouganda, entre autres, ayant pris contact avec la Banque au sujet de la possibilité d'utiliser ces garanties pour développer des projets d'électricité.

La demande de GPR a été concentrée dans le secteur de l'énergie, mais l'instrument a été introduit dans les phases initiales de conception d'un éventail de projets, afin de favoriser son utilisation dans différents secteurs. En fait, le Gouvernement ougandais a demandé à la Banque en décembre 2015 de participer à l'élaboration et au financement du projet de l'autoroute (à péage) Kampala-Jinja, qui est structuré en tant que PPP. La GPR du FAD devrait servir à appuyer les obligations du gouvernement dans le cadre d'une structure de rémunération de la mise en disponibilité convenue avec le concessionnaire. Le projet est en cours de préparation par la Banque. La possibilité de mobilisation des instruments de financement est également envisagée pour les secteurs autres que celui des infrastructures, qui nécessitent le rehaussement de crédit pour réduire les engagements du gouvernement.

---

<sup>7</sup> En février 2015, une demande officielle a été reçue du Gouvernement du Ghana pour une GPR en faveur du « Projet intégré de production d'électricité au gaz Ghana 1000 » afin de couvrir les obligations de paiement de Electricity Company du Ghana pour un engagement pouvant aller jusqu'à 120 millions de dollars EU, soit 85 millions d'UC. Une mission de préparation a déjà été menée pour évaluer le projet et réunir les documents nécessaires à une évaluation complète du projet. En avril 2015, le FAD a reçu une autre demande formelle du gouvernement pour Quantum Power, une entité dédiée à l'infrastructure de gaz qui souhaite lancer un projet de gaz naturel liquéfié (GNL) comportant l'installation, la mise en service et l'exploitation de l'infrastructure nécessaire pour importer, stocker, regazéifier le GNL et livrer le GNL regazéifié à Ghana National Petroleum Corporation (GNPC), une entité publique, et aux acheteurs intéressés. La GPR, d'une valeur nominale prévue de 53 millions d'UC, couvrira les obligations de paiement de GNPC en vertu d'un accord d'utilisation des installations conclu avec Quantum Power. Le projet est en cours de préparation.

## Annex II: Prise en compte de la fragilité dans le système ABP

La formule ABP actuelle du FAD-13 a deux composantes principales : les besoins et la performance. Les besoins tiennent compte des éléments suivants : RNB ph, population (Pop) et le déficit infrastructure mesuré par l'AIDI. La performance est déterminée par l'Évaluation de la performance pays (EPP), qui se fonde essentiellement sur les scores des groupes (A, B, C, D et E) de l'EPIP et de l'Évaluation du portefeuille pays. Tirant parti de la méthodologie des simulations présentée dans le document intitulé « *Prise en compte de la fragilité dans le système d'allocation basée sur la performance* » de la première réunion de reconstitution du FAD-14, cette annexe présente d'autres solutions pour tenir explicitement compte de la fragilité dans l'ABP en incluant une composante « fragilité » dans la formule. Au lieu d'inclure un indice unique de fragilité, la nouvelle composante consiste en une combinaison d'indices de fragilité. Ainsi, une allocation de pays A reposera sur trois éléments constitutifs comme suit :

$$A = \text{Composante performance} \times \text{Composante besoins} \times \text{Composante fragilité} \quad (1)$$

$$\text{où Composante performance} = EPP^{4.125} \quad (2)$$

$$\text{Composante besoins} = RNBph^{-0.125} \times Pop^1 \times AIDI^{-0.25} \quad (3)$$

$$\text{Composante fragilité} = (Index_1)^\alpha \times (Index_2)^\beta \times \dots \times (Index_n)^\gamma \quad (4)$$

Compte tenu des résultats des précédentes simulations et des réactions des Plénipotentiaires, l'Indice de fragilité des États (SFI)<sup>8</sup> est conservé dans les simulations actuelles, auquel vient s'ajouter l'indice ND-GAIN<sup>9</sup>, et les combinaisons potentielles des deux indices sont examinées. Le scénario de référence utilise les mêmes enveloppes d'ABP que le FAD-13, mais les deux indices ont été uniformisés entre 0 et 100 et une moyenne mobile de 3 ans a été utilisée pour éviter les variations excessives. Pour l'indice SFI, une série d'exposants positifs a été appliquée. Cependant, étant donné que les notes élevées de l'indice ND-GAIN reflètent les situations de faibles niveaux de vulnérabilité, les exposants négatifs ont été utilisés pour cet indice. De ce fait, trois options ont été examinées dans la composante fragilité de l'équation (4) comme suit :

**Option 1**  $\text{Composante fragilité} = (SFI)^\alpha$   
avec  $\alpha = \{+0,5; +1,0; +1,5\}$

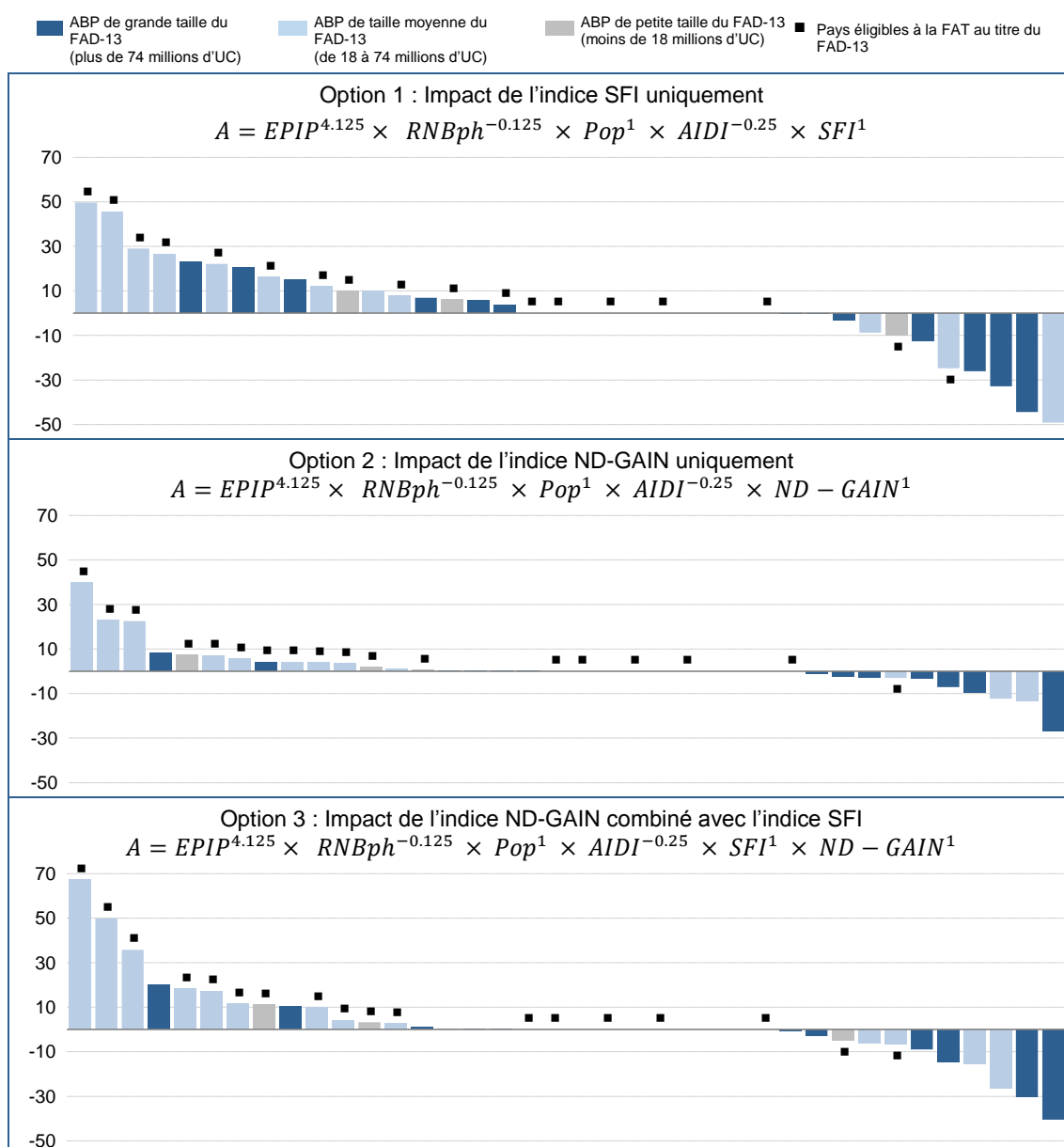
**Option 2**  $\text{Composante fragilité} = (ND - GAIN)^\beta$   
avec  $\beta = \{-0,5; -1,0; -1,5\}$

**Option 3**  $\text{Composante fragilité} = (SFI)^\alpha \times (ND - GAIN)^\beta$   
avec  $\alpha = \{+0,5; +1,0; +1,5\}$  et  $\beta = \{-0,5; -1,0; -1,5\}$

<sup>8</sup> L'indice SFI – produit chaque année par le Center for Systemic Peace – fournit des données précises, solides et accessibles pour la plupart des pays éligibles au FAD (excepté Sao Tomé-et-Principe). L'indice vise à mesurer le niveau de fragilité à long et moyen terme sur la base de l'aptitude d'un pays à faire face au conflit, élaborer et mettre en œuvre des politiques publiques, fournir les services essentiels et avoir la résilience systémique nécessaire pour maintenir la cohérence et la cohésion du système et la qualité de vie ; répondre efficacement aux défis et aux crises, et maintenir un développement progressif. L'utilisation de l'indice SFI uniquement dans la composante fragilité de la formule ABP permet d'obtenir des répercussions relativement diversifiées sur les ressources réorientées vers les pays éligibles à la FAT, tout en préservant le principe de performance et en évitant des distorsions des allocations des autres pays.

<sup>9</sup> L'indice ND-GAIN est établi chaque année par l'Université Notre Dame avec des données accessibles portant sur la plupart des pays éligibles au FAD (excepté la Somalie et le Soudan du Sud). L'indice résume la vulnérabilité d'un pays au changement climatique et autres problèmes d'envergure mondiale en combinaison avec sa capacité à améliorer la résilience. Il est composé d'une note de vulnérabilité et d'une note de l'état de préparation. Concernant la vulnérabilité, il examine 36 indicateurs structurés dans six secteurs essentiels à la survie – alimentation, eau, santé, services d'écosystème, habitat humain et infrastructure. L'état de préparation est mesuré par neuf indicateurs structurés dans trois composantes – état de préparation économique, état de préparation en matière de gouvernance et état de préparation sociale.

**Figure V-1 : Variations des ABP individuelles (pourcentage)**



Les résultats détaillés des simulations examinées peuvent être communiqués séparément sur demande, mais pour des raisons de simplicité, les trois options sont présentées avec l'exposant  $\alpha = +1.0$  et  $\beta = -1.0$ . La Figure V-1 indique que les répercussions de l'Option 1 et de l'Option 2 sur les allocations individuelles – en comparaison du scénario de référence – sont assez similaires. En fait, les indices SFI et ND-GAIN également augmenteraient les allocations de taille moyenne en transférant les ressources des allocations de taille plus grande, alors que les allocations les plus modestes ne seraient pas sensiblement affectées. En outre, les variations positives et négatives des ABP individuelles seraient similaires en valeur absolue dans ces deux options. L'indice ND-GAIN permettrait de fournir davantage de ressources à 12 pays éligibles à la FAT, alors que l'indice SFI ferait de même pour 11 pays éligibles à la FAT. Cependant, l'ampleur de l'impact de l'indice SFI est supérieure : il permettrait de fournir des ressources supplémentaires de +9,82 millions d'UC en moyenne pour chaque pays FAT, contre un montant de +4,89 millions d'UC avec l'indice ND-GAIN (Tableau V-1). Cette différence tient en partie à l'effet de redistribution global de l'indice SFI, qui est environ le triple de celui de l'indice ND-GAIN (212,45 millions d'UC pour l'indice SFI contre 73,76 millions d'UC pour l'indice ND-GAIN).

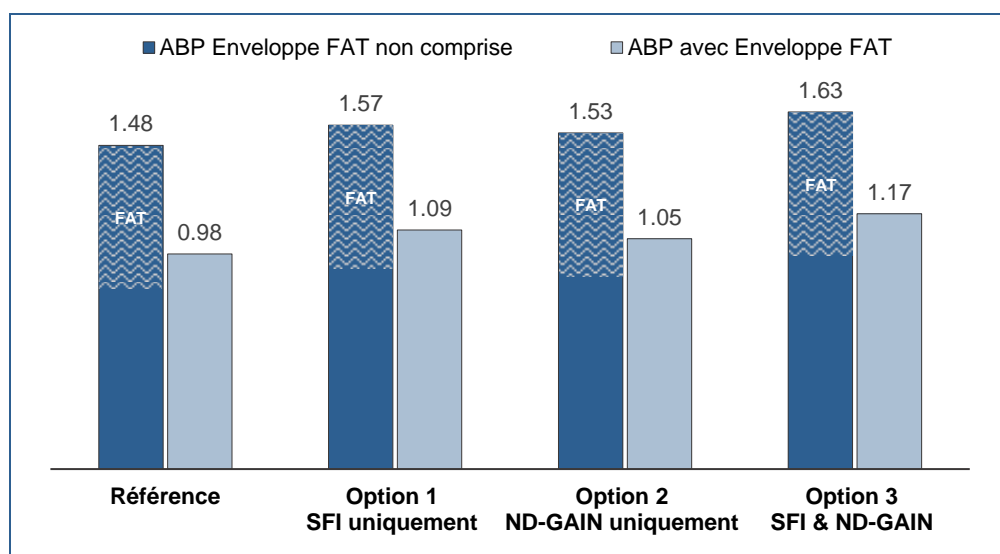
L'Option 3 combine les indices SFI et ND-GAIN dans la composante « fragilité » de la formule ABP et semble ainsi cumuler les effets des deux options précédentes. En fait, la structure des variations des ABP individuelles demeure étroitement similaire (avec des augmentations des allocations de taille moyenne et des diminutions

des allocations de taille importante), mais l'ampleur globale des variations est pratiquement égale à la somme des variations produites par l'Option 1 et l'Option 2. Par exemple, la moyenne des variations positives est de +24,7 % pour l'Option 3, et le même indicateur pour l'Option 1 et l'Option 2 est de +18,3 et de +7,4 %, respectivement. Le même effet cumulatif s'applique pour la moyenne des ressources supplémentaires octroyées aux pays éligibles à la FAT, qui est relevée à +15,01 millions d'UC avec l'Option 3. Toutefois, les deux premières options assureraient plus de 65 % des ressources ABP aux deux premiers quintiles des pays, alors que l'Option 3 est inférieure à ce seuil, avec une part de 63,3 % (Tableau V-1).

**Tableau V-1 : Principaux résultats des simulations examinées**

|  |             | Référence | Option 1<br>SFI uniquement | Option 2<br>ND-GAIN uniquement | Option 3<br>SFI et ND-GAIN       |
|--|-------------|-----------|----------------------------|--------------------------------|----------------------------------|
|  |             | FAD-13    | $\alpha = 1.0$             | $\beta = -1.0$                 | $\alpha = 1.0$<br>$\beta = -1.0$ |
| Ressources redistribuées (millions d'UC)                                   |             | S/O       | 212,45                     | 73,76                          | 263,36                           |
| Part des ABP dans les deux quintiles EPP les plus importants (pourcentage) |             | 68,6      | 65,3                       | 65,8                           | 63,3                             |
| ABP aux pays FAT (millions d'UC)   |             | 816,39    | 908,16                     | 872,91                         | 968,95                           |
| Part des ABP aux pays FAT (pourcentage)                                    |             | 27,4      | 30,6                       | 29,4                           | 32,8                             |
| Impact sur les pays FAT dont l'ABP augmente                                | Nb          | S/O       | 11                         | 12                             | 11                               |
|  | Millions UC | S/O       | +9,82                      | +4,89                          | +15,01                           |
| Impact sur les pays FAT dont l'ABP diminue                                 | Nb          | S/O       | 2                          | 1                              | 2                                |
|  | Millions UC | S/O       | -8,12                      | -2,14                          | -6,25                            |

**Figure V-2 : Simulations des ressources octroyées aux pays éligibles à la FAT (milliards d'UC)**



Dans le cas des options proposées, une deuxième série de simulations a été effectuée, consistant à ajouter l'enveloppe FAT du FAD-13 escomptée (661,80 millions d'UC) aux ressources disponibles pour allocation au titre de l'ABP. Comme le montre la Figure V-2, pour les trois options, ceci ne permettra pas de fournir davantage de ressources aux pays éligibles de la FAT. Dans ce cas de figure, le montant total des ABP accordé aux pays éligibles à la FAT pourrait augmenter, de 0,98 milliard d'UC dans le scénario de référence à un maximum de 1,17 milliard d'UC dans l'Option 3, qui combine les impacts de l'indice de fragilité des États (SFI) et de l'indice d'adaptation mondiale de l'Université Notre Dame (ND-GAIN). En attendant, dans aucune des options examinées les pays éligibles à la FAT ne bénéficieraient de plus de ressources que dans la configuration actuelle où la FAT est considérée comme une enveloppe mise en réserve. Par exemple, dans l'Option 2 et l'Option 3, les pays éligibles à la FAT perdraient probablement 483 millions d'UC et 466 millions d'UC, respectivement, de leurs ressources FAD.

### Annexe III : PMR figurant dans la liste harmonisée des situations de fragilité établie par les BMD pour l'exercice 2016

| Pays <sup>a</sup>                  | EPIP 2014 de la Banque mondiale | EPIP 2014 de la BAD | Moyenne harmonisée | Missions politiques et de consolidation de la paix <sup>b</sup> | Missions de maintien de la paix <sup>c</sup> |
|------------------------------------|---------------------------------|---------------------|--------------------|---|--|
| <b>Pays éligibles au FAD</b>       |                                 |                     |                    |   |  |
| 1 Burundi                          | 3,27                            | 3,38                | 3,32               | ■   |  |
| 2 République centrafricaine        | 2,43                            | 2,28                | 2,36               | ■   |  |
| 3 Tchad                            | 2,69                            | 3,24                | 2,97               |   |  |
| 4 Comores                          | 2,72                            | 2,47                | 2,59               |   |  |
| 5 République démocratique du Congo | 2,98                            | 3,30                | 3,14               |   | ■  |
| 6 Côte d'Ivoire                    | 3,25                            | 3,50                | 3,37               |   | ■  |
| 7 Érythrée                         | 1,99                            | 2,14                | 2,07               |   |  |
| 8 Gambie                           | 3,14                            | 3,21                | 3,17               |   |  |
| 9 Guinée-Bissau                    | 2,50                            | 2,67                | 2,59               | ■   |  |
| 10 Liberia                         | 3,10                            | 3,50                | 3,30               |   | ■  |
| 11 Madagascar                      | 3,13                            | 3,20                | 3,17               |   |  |
| 12 Mali                            | 3,37                            | 3,65                | 3,51               |   | ■  |
| 13 Sierra Leone                    | 3,27                            | 3,37                | 3,32               | ■   |  |
| 14 Somalie                         |                                 | 1,11                | 1,11               | ■   |  |
| 15 Soudan du Sud                   | 2,00                            | 2,22                | 2,11               |   | ■  |
| 16 Soudan                          | 2,43                            | 2,56                | 2,49               |   | ■  |
| 17 Togo                            | 2,99                            | 3,20                | 3,10               |   |  |
| 18 Zimbabwe                        | 2,7                             | 2,2                 | 2,4                |   |  |
| <b>Pays BAD</b>                    |                                 |                     |                    |   |  |
| 19 Libye                           | -                               | -                   | -                  | ■   |  |

**Source :** Liste harmonisée des situations de fragilité des BMD pour l'exercice 2016

<sup>a</sup> Par rapport à la liste harmonisée de l'exercice 2015, la Gambie figure sur la liste de l'exercice 2016. Trois pays, Guinée, Malawi et Niger, ne figurent pas sur la liste harmonisée de l'exercice 2016. En attendant la publication de la liste actualisée de l'exercice 2017, ces pays mériteraient une évaluation qualitative.

<sup>b</sup> Définie précisément comme la présence d'une mission de consolidation de la paix et politique de l'ONU et/ou d'une entité régionale (par ex., UA, UE, OAS) dans le pays au cours des trois dernières années [sources : sites Web de l'ONU/DOMP, UE, UE].

<sup>c</sup> Définie précisément comme la présence d'une opération de maintien de la paix et politique de l'ONU et/ou d'une entité régionale (par ex., UA, UE, OEA, OTAN) dans le pays au cours des trois dernières années, à l'exclusion des opérations de surveillance des frontières [sources : sites Web de l'ONU/DOMP, UA, CE].

### Annexe III : Critères d'éligibilité à deux étapes du Pilier I de la FAT

| Critères d'éligibilité de la première étape                                    |  |
|--|--|
| <b>Engagement à consolider la paix et la sécurité</b>                          | <p>Pour manifester son attachement à la consolidation de la paix et de la sécurité après la crise ou le conflit, le pays devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>avoir signé un accord de paix global reconnu au plan international ou un accord d'après-crise ou de réconciliation et ne pas être engagé dans des hostilités de grande envergure, ou</li> <li>montré dans quelle mesure les autorités ont élaboré et mis en œuvre des programmes d'après-conflit ou de crise pour éliminer les causes profondes de la fragilité et du conflit, ainsi que le niveau d'appui international qu'elles ont mobilisé en faveur de ces efforts,</li> <li>avoir mis en place une autorité gouvernementale ou un gouvernement de transition qui fonctionne et qui est largement jugé acceptable par les parties prenantes et la communauté internationale.</li> </ul> <p>Les éléments de preuve de l'engagement du gouvernement à cet égard peuvent comprendre, entre autres, les progrès vers et/ou l'approbation d'une nouvelle constitution nationale ; et les progrès vers la normalisation des relations avec la communauté internationale (principaux organismes régionaux comme l'UA et les communautés économiques et/ou institutions internationales).</p> |
| <b>Besoins sociaux et économiques non satisfaits</b>                           | <p>Les États sortant d'un conflit et en transition sont considérés comme étant confrontés à une combinaison de circonstances particulièrement difficiles manifestées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des difficultés économiques persistantes causées par le conflit, démontrées par la contraction de 50 % ou plus du produit intérieur brut (PIB) par habitant, entre 1995 et 2014 ;</li> <li>des niveaux de développement humain extrêmement faibles, comme indiqué par le rang du pays dans le quintile le plus bas de l'indice de développement humain (IDH) des Nations Unies.</li> </ul> <p>Les critères de PIB et d'IDH seront complétés par une évaluation ciblée des effets de la récente crise économique sur les conditions économiques et sociales ainsi que les répercussions des conflits au niveau infranational et régional.</p>   |
| Critères d'éligibilité de la seconde étape                                     |  |
| <b>Conditions macroéconomiques améliorées et saines politiques de la dette</b> | <p>L'évaluation du programme d'un pays visant à améliorer ses résultats macroéconomiques et sa politique de gestion de la dette doit être menée en étroite collaboration avec d'autres partenaires et se fonder sur les principaux indicateurs de performance de référence servant à orienter l'engagement et à évaluer les progrès enregistrés par le pays sur le moyen terme.</p>  |
| <b>Saines pratiques de gestion financière</b>                                  | <p>L'évaluation de la détermination d'un pays à appliquer de saines pratiques de gestion des finances publiques doit se fonder sur les progrès accomplis pour réformer le système de gestion des dépenses publiques, lutter sérieusement contre la corruption et redynamiser ou renforcer les institutions de mobilisation des recettes publiques.</p>   |
| <b>Comptes publics transparents</b>  | <p>La surveillance de la transparence en matière de comptes publics doit consister à évaluer la régularité des rapports ou des publications sur les recettes et les dépenses publiques, les obligations de la dette extérieure et les nouveaux emprunts.</p>   |

### Annexe III : Allocation des ressources du Pilier I du FAD-14

| Pays  | ABP   | Décote                   |                                   |                                 |                                   |                    |                                   |                       | Facteur d'appoint          |   | Allocation Pilier de la FAT |                   |
|---|---|--------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|--------------------|-----------------------------------|-----------------------|----------------------------|---|-----------------------------|-------------------|
|   | Deux plus grandes allocations de base du FAD-13 | EPIP harmonisée (BAD/BM) | Décote appliquée (%) <sup>a</sup> | RNB ph, PPP (moyenne 2012-2014) | Décote appliquée (%) <sup>b</sup> | Année d'engagement | Décote appliquée (%) <sup>c</sup> | Total des décotes (%) | Facteur d'appoint appliqué | Allocation avec le facteur d'appoint <sup>d</sup> | Après décote                | Allocation finale |
| 1 Burundi   | 43,52   | 3,32                     | 10                                | 750,00                          | 20                                | 2004               | 30                                | 60                    | 1,5                        | 65,28   | 26,11                       | 26,11             |
| 2 République centrafricaine                                       | 6,58  | 2,36                     | -                                 | 706,67                          | 20                                | 2006               | 30                                | 50                    | 1,5                        | 9,87  | 4,94                        | 10,00             |
| 3 Tchad   | 50,03   | 2,97                     | -                                 | 2 000,00                        | 30                                | 2015               | -                                 | 30                    | 2,0                        | 100,05  | 70,04                       | 60,00             |
| 4 Comores   | 0,75  | 2,59                     | -                                 | 1 406,67                        | 30                                | 2007               | 30                                | 60                    | 1,5                        | 1,12  | 0,45                        | 10,00             |
| 5 République démocratique du Congo                                | 301,25  | 3,14                     | -                                 | 630,00                          | 20                                | 2004               | 30                                | 50                    | 1,5                        | 451,88  | 225,94                      | 60,00             |
| 6 Guinée-Bissau   | 3,02  | 2,59                     | -                                 | 1 370,00                        | 30                                | 2004               | 30                                | 60                    | 1,5                        | 4,53  | 1,81                        | 10,00             |
| 7 Liberia   | 22,77   | 3,30                     | -                                 | 693,33                          | 20                                | 2007               | 30                                | 50                    | 1,5                        | 34,15   | 17,07                       | 17,07             |
| 8 Madagascar  | 81,30   | 3,16                     | -                                 | 1 373,33                        | 30                                | 2014               | -                                 | 30                    | 2,0                        | 162,60  | 113,82                      | 60,00             |
| 9 Mali  | 95,72   | 3,51                     | 10                                | 1 453,33                        | 30                                | 2014               | -                                 | 40                    | 2,0                        | 191,43  | 114,86                      | 60,00             |
| 10 Sierra Leone   | 27,70   | 3,32                     | 10                                | 1 663,33                        | 30                                | 2004               | 30                                | 70                    | 1,5                        | 41,55   | 12,46                       | 12,46             |
| 11 Somalie  | 0,43  | 1,11                     | -                                 | -                               | -                                 | 2014               | -                                 | -                     | 2,0                        | 0,86  | 0,86                        | 10,00             |
| 12 Soudan du Sud  | 13,39   | 2,11                     | -                                 | 1 796,67                        | 30                                | 2012               | -                                 | 30                    | 2,0                        | 26,79   | 18,75                       | 18,75             |
| 13 Soudan   | 62,53   | 2,49                     | -                                 | 3 816,67                        | 30                                | 2014               | -                                 | 30                    | 2,0                        | 125,06  | 87,54                       | 60,00             |
| 14 Togo   | 25,88   | 3,10                     | -                                 | 1 193,33                        | 30                                | 2008               | 30                                | 60                    | 1,5                        | 38,82   | 15,53                       | 15,53             |
| 15 Zimbabwe   | 17,15   | 2,43                     | -                                 | 1 603,33                        | 30                                | 2014               | -                                 | 30                    | 2,0                        | 34,30   | 24,01                       | 24,01             |
| 15 % de la réserve non utilisée (millions d'UC)                   |   |                          |                                   |                                 |                                   |                    |                                   |                       |                            |   |                             | 80,11             |
| <b>Total de l'enveloppe du Pilier I de la FAT (millions d'UC)</b> |   |                          |                                   |                                 |                                   |                    |                                   |                       |                            |   |                             | <b>534,05</b>     |

<sup>a</sup> Une décote de 10 % est appliquée si la dernière note EPIP de la BAD/BM d'un pays est supérieure à 3,3.

<sup>b</sup> Une décote de 20 % est appliquée si le RNB ph (en parité du pouvoir d'achat) d'un pays est supérieur à 500 dollars EU. S'il est supérieur à 1 000 dollars EU, la décote appliquée est de 30 %.

<sup>c</sup> Une décote de 30 % est appliquée si la reprise des opérations FAT dans un pays (y compris les opérations au titre de la Facilité en faveur des pays sortant d'un conflit) remonte à plus de 5 ans.

<sup>d</sup> Un facteur d'appoint de 1,5 est appliqué si un pays reçoit des ressources du Pilier I de la FAT au titre du troisième cycle. Sinon, un facteur de 2,0 est appliqué.